

FACULTE DE DROIT DE PARIS

DE LA

RESPONSABILITÉ CIVILE

QUI INCOMBE A UNE PERSONNE

A RAISON DU DOMMAGE CAUSÉ PAR UNE AUTRE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

PRÉSENTÉE ET SOUTENUE

Le 22 novembre 1898 à 1 heure

Par HENRI DHORNE

Avocat à la Cour d'appel.

Président. M. WEISS, professeur.

*Suffragants : } MM. BOISTEL, professeur.
 } MASSIGLI, professeur.*

PARIS

LIBRAIRIE DE JURISPRUDENCE

EDOUARD DUCHEMIN

18, RUE SOUFFLOT

—
1898

THÈSE
POUR
LE DOCTORAT

FACULTE DE DROIT DE PARIS

DE LA

RESPONSABILITÉ CIVILE

QUI INCOMBE A UNE PERSONNE

A RAISON DU DOMMAGE CAUSÉ PAR UNE AUTRE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

PRÉSENTÉE ET SOUTENUE

Le 22 novembre 1898 à 1 heure

Par HENRI DHORNE

Avocat à la Cour d'appel.

Président. M. WEISS, professeur.

*Suffragants : } MM. BOISTEL, professeur.
MASSIGLI, professeur.*



PARIS

LIBRAIRIE DE JURISPRUDENCE

EDOUARD DUCHEMIN

18, RUE SOUFFLOT

1898

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

DE LA RESPONSABILITÉ CIVILE

QUI INCOMBE A UNE PERSONNE

à raison du dommage causé par une autre

INTRODUCTION

I

Nous devons réparer le dommage que nous avons injustement causé à autrui ; c'est là un principe de justice et d'équité.

La responsabilité civile est l'obligation de fournir cette réparation. Elle naît des faits qui constituent les délits et les quasi-délits civils, c'est-à-dire de tous les actes dommageables, qui sont la conséquence non-seulement de la mauvaise intention, mais encore de la négligence ou de l'imprudence.

Les articles 1382 et 1383 du Code civil expriment ces idées en ces termes : « tout fait quelconque de l'homme qui cause à autrui un dommage, oblige celui par la faute duquel il est arrivé, à le réparer » (1382). « Chacun est responsable du dommage qu'il a causé non

seulement par son fait, mais encore par sa négligence ou par son imprudence » (1383).

Les rédacteurs de l'art. 1382 auraient dû dire « qui cause injustement un dommage » pour exprimer complètement leur pensée, car il est bien évident que l'on peut causer un dommage à autrui, tout en ne faisant qu'user de son droit et l'on ne saurait, en ce cas, être tenu d'une réparation.

Ainsi, par exemple, j'élève un mur dans ma propriété, exempte de toute servitude et par le fait de l'érection de ce mur, mon voisin se trouve privé de la vue dont il jouissait jusqu'alors. Je lui cause certainement un préjudice, mais il ne pourrait pas m'en demander réparation, car « *neminem lædit, qui suo jure utitur.* »

La loi nous rend responsables, non seulement de nos mauvaises actions, mais encore de notre négligence ou de notre imprudence, c'est-à-dire après nos délits, de nos quasi-délits. Peu importe que nous ayons eu, oui ou non, la pensée de nuire ; le dommage causé à autrui, l'a été injustement et à ce titre, nous devons le réparer.

Dans son rapport au tribunal, le 6 février 1803, M. Bertrand de Greuille s'exprimait en ces termes : « Tout individu est garant de son fait, c'est une des premières maximes de la société ; d'où il suit que si ce fait cause à autrui quelque dommage, il faut que celui par la faute duquel il est arrivé, soit tenu de le

réparer. Ce principe consacré par le projet, n'admet point d'exception ; il embrasse tous les crimes, tous les délits, en un mot tout ce qui blesse les droits d'un autre ; il conduit même à la conséquence de la réparation du tort, qui n'est que le résultat de la négligence ou de l'imprudence.

On pourrait se demander, au premier abord, si cette conséquence n'est pas exagérée, et s'il n'y a pas quelque injustice à punir un homme pour une action, qui participe uniquement de la faiblesse ou du malheur et à laquelle son cœur et son intention sont absolument étrangers.

La réponse à cette objection se trouve dans ce grand principe d'ordre public : c'est que la loi ne peut balancer entre celui qui se trompe et celui qui souffre. Partout où elle aperçoit, qu'un citoyen a éprouvé une perte, elle examine, s'il a été possible à l'auteur de cette perte, de ne pas la causer et si elle trouve en lui de la légèreté ou de l'imprudence, elle doit le condamner à la réparation du mal qu'il a fait. »

Le législateur a placé au-dessus de tout, l'intérêt de la victime du dommage, et c'est dans un but d'utilité sociale, qu'il a ainsi étendu les limites de notre responsabilité. C'était déjà faire beaucoup, mais cependant pas encore assez. Il arrive souvent en effet que l'auteur du dommage est une personne contre laquelle les poursuites resteraient sans effet ; qu'il s'agit, soit d'un fou ou d'un interdit, que la loi déclare irrespon-

sables, soit d'un mineur, d'un domestique ou d'un ouvrier, dont le plus souvent le patrimoine n'est pas en rapport avec l'étendue du dommage causé. Ce n'est pas tout; des animaux, des objets inanimés même peuvent être la cause d'un préjudice, dont il est juste, que quelqu'un réponde pour eux.

Dans une vue d'équité, le législateur a voulu compléter le principe de la responsabilité de notre propre fait, par celui de la responsabilité du fait d'autrui.

Ces deux principes se justifient par les mêmes conditions.

L'article 1384 nous rend responsables du dommage causé par les personnes, qui sont sous notre autorité et sous notre direction; les articles 1385 et 1386 nous rendent responsables des dommages causés par les animaux, qui nous appartiennent ou dont nous nous servons et par les bâtiments, dont nous sommes propriétaires.

Nous ne nous occuperons, dans cet ouvrage, forcés que nous sommes de délimiter étroitement un sujet aussi vaste, que de la responsabilité civile du fait d'autrui, dont le principe est édicté par l'article 1384 du Code civil, et dont nous allons trouver, par ailleurs, de nombreuses et intéressantes applications.

II

Malgré l'opinion divergente de quelques auteurs qui prétendent, que les seules conditions d'existence de la responsabilité civile, résident uniquement dans la matérialité du préjudice causé, nous nous rangeons à l'avis contraire de ceux qui tiennent pour nécessaire la présence d'un deuxième élément, qui sera la faute délictuelle ou quasi-délictuelle et cette faute nous en ferons une condition indispensable à toute responsabilité civile.

Le principe est que cette faute, lorsqu'elle est reprochée à l'auteur direct du dommage ne se présume pas ; elle doit être prouvée par le demandeur à l'action en réparation, la victime dans notre espèce ; mais il comporte une exception notable, qui contribue à donner à la responsabilité civile du fait d'autrui son caractère spécial et qui consiste en ce que ce même demandeur n'aura pas à prouver la faute qui sert de base à la responsabilité de l'auteur indirect ; celle-ci en vertu de l'art. 1384 se présume.

III

Et maintenant, comment le législateur a-t-il pu nous rendre responsables d'un fait, auquel nous sommes

restés complètement étrangers ? Quelle est, en un mot, la justification de cette responsabilité ?

Le législateur, jetant les yeux autour de lui, s'est inspiré de la vie de chaque jour, de ce qui arrive le plus souvent ; il a considéré, que si l'enfant avait été mieux éduqué, mieux surveillé, que si nous avions choisi ou commandé avec plus de discernement notre ouvrier ou notre employé, le dommage n'aurait pas été causé. Dans tous ces cas et dans d'autres analogues, il nous déclare fautifs, pour avoir manqué d'autorité, de surveillance, de capacité, d'habileté, de toutes les qualités en un mot, qui semblent devoir se trouver réunies chez ceux que leur situation économique oblige à commander et à veiller.

Voilà pour ce qui touche la présomption de la faute ; si nous portons maintenant notre attention sur ce qui a trait à la question de la preuve, nous voyons il est vrai que la faute directe de l'agent du délit ne se présume pas et que c'est à la victime du dommage à faire contre son auteur, la preuve de la faute, qu'elle lui reproche.

Mais nous voyons aussi que le législateur, en nous imputant jusqu'à notre plus petite imprudence, a singulièrement élargi le domaine de cette faute, et ainsi rendu la preuve facile à notre adversaire.

Il n'en est pas de même en ce qui concerne la responsabilité civile du fait d'autrui. Il ne s'agit plus ici de prouver que nous avons été négligents, imprudents,

malhabiles dans l'accomplissement d'un fait, dont l'exécution récente, la matérialité et la relation qui existe entre lui et nous, rendent difficile la dénégation ; il est question, au contraire, de nous imputer des faits, qui le plus souvent, n'ont aucun rapport direct avec le fait dommageable. Trouverez-vous un père, qui viendra en justice, faire l'aveu de son manque d'autorité à l'égard son enfant ? L'instituteur ne sera-t-il pas toujours prêt à affirmer, sous la foi du serment, qu'il a donné à celui dont il avait la garde toute la surveillance possible, et enfin le maître lui-même ne pourra-t-il pas chaque fois soutenir avec la dernière énergie, qu'il n'aurait pas choisi son employé, s'il avait cru faire un mauvais choix ?

D'un autre côté, comment établir des faits d'une nature telle, qu'il n'y a pour lors aucune base d'appréciation ?

C'est pourquoi, le législateur, tout en laissant à la victime du dommage, le soin de prouver la culpabilité directe de l'agent, n'a pas voulu lui imposer le fardeau beaucoup plus lourd de la preuve de la culpabilité indirecte de la personne qui en répond. Il nous déclare en faute, pour ce fait seul, qu'un dommage a été injustement causé par une personne, que nous avons sous notre autorité ; il établit contre nous, une présomption légale de faute (1).

1. La loi présume, parce qu'il arrive en effet le plus souvent, que le dommage qui a été causé à autrui dans ces conditions est

IV

Nous sommes donc ici en présence d'une présomption légale de faute, qui, comme toutes les présomptions, dispense celui au profit duquel elle existe, de faire la preuve. Mais, bien entendu, celui qui y fait appel, devra prouver, que toutes les conditions exigées par la loi pour l'existence de cette présomption se trouvent réunies. Il appartiendra, au demandeur, d'établir l'existence du dommage et son importance et la relation de cause à effet qui existe entre l'agent et le préjudice causé. Il lui faudra de plus, faire ressortir, qu'il existe entre cet auteur, le fait dommageable et la personne qu'il entend rendre responsable, le rapport exigé par la loi, pour faire naître la présomption de faute, à l'encontre de cette dernière.

Nous étudierons, en détail, toutes les conditions d'existence de cette présomption légale de culpabilité, au fur et à mesure, qu'elles s'appliqueront aux diverses hypothèses, que nous allons envisager.

De son côté, la personne contre qui il existe une la conséquence au moins indirecte, d'une faute ou d'une négligence de notre part.

En ce sens :

Dijon 26 décembre 1895. D. 93, 2. 48.

Contr. Bruxelles, 16 avril 1894. S. 95. 5. 20.

semblable présomption, est-elle absolument désarmée contre l'attaque de son adversaire ? Ne lui sera-t-il pas permis de prouver qu'elle n'est nullement en faute, qu'elle a fait tout ce qui était humainement possible de faire pour empêcher ce dommage ? Pour employer la terminologie juridique, sommes-nous en présence d'une présomption « *juris tantum* », qui admet la preuve contraire, ou d'une présomption « *juris et de jure* » qui ne l'admet pas ?

A s'en tenir strictement au texte de la loi, tantôt la présomption est « *juris tantum* », tantôt elle ne l'est pas et la jurisprudence, qu'elle ait eu à statuer sur les hypothèses de l'article 1384 ou sur d'autres hypothèses analogues, est encore hésitante.

Depuis longtemps déjà les jugements et les arrêts des tribunaux et des cours sont empreints d'une grande sévérité à l'égard des personnes responsables, mais l'observation de ce qui se passe dans la pratique, nous porte à devenir indulgents pour elles. Nous estimons que sous prétexte d'indemniser une victime, il ne convient pas d'en faire une autre, et c'est pourquoi nous pensons, avec plusieurs auteurs que le législateur n'a pas voulu établir dans l'article 1384 une présomption tantôt « *juris tantum* », tantôt « *juris et de jure* », mais que son idée a plutôt été de faire toujours une présomption « *juris tantum* » et nous ajoutons, que nous ne voyons pas de bonnes raisons pour soutenir le contraire.

Il faudra donc toujours réserver au défenseur, le droit de prouver, que pour son cas particulier, la présomption générale de culpabilité ne peut s'appliquer. Nous verrons, du reste, par la suite, que cette réserve de la preuve contraire, donnera souvent satisfaction à l'équité.

Pour la clarté de l'exposition, nous envisagerons d'abord les hypothèses prévues par l'article 1384, en y rattachant celles analogues et dignes d'être mentionnées, que des lois spéciales n'auront pas prévues. Nous étudierons ensuite les hypothèses, qui ont fait l'objet de dispositions législatives spéciales.

Dans une première partie, nous traiterons de la responsabilité des particuliers, telle que l'a prévue le Code civil, et telle que l'ont réglementée différentes lois particulières.

Dans une deuxième partie, nous nous attacherons à la responsabilité de l'Etat, des communes et des départements. Enfin, dans une troisième et dernière partie, nous nous occuperons *generaliter*, du dommage en lui-même et de son évaluation.

PREMIÈRE PARTIE

Responsabilité des particuliers.

CHAPITRE I

HYPOTHÈSES PRÉVUES PAR L'ARTICLE 1384 DU CODE CIVIL ET AUTRES ANALOGUES

SECTION I. — *Responsabilité des père et mère.*

§ I. — Fondement de cette responsabilité.

Cette responsabilité a pour point de départ un devoir et des droits ; le devoir d'éducation et les droits de garde de surveillance et de correction, qui en assurent l'exécution.

Ces droits sont des attributs extrêmement importants de la puissance paternelle et c'est pourquoi, nous pouvons dire que le fondement de la responsabilité des père et mère est en réalité la puissance paternelle.

Aux termes de l'art. 203 du Code civil « Les époux contractent ensemble par le seul fait du mariage, l'obligation de nourrir, entretenir et élever leurs enfants ».

Il ne suffit donc pas, dit la loi, de nourrir et d'entretenir les enfants, il faut encore les élever, c'est-à-dire en faire des hommes par le développement raisonné de leur physique et de leur moral. Tel est le devoir d'éducation, dont les rédacteurs du Code civil ont fait une obligation, en assurant son exécution et sa sanction.

Ainsi, l'article 374 du Code civil défend à l'enfant de quitter la maison paternelle sans l'autorisation de son père, etc., et les articles 375 et suivants du Code civil donnent aux détenteurs de la puissance paternelle, pour assurer l'exécution de leurs ordres, le droit de correction.

Après avoir fourni aux parents le moyen de remplir leur devoir d'éducation, le législateur a cru pouvoir le leur imposer en le sanctionnant; et cette sanction c'est la responsabilité édictée par l'article 1384 du Code civil; sanction indirecte, mais bien suffisante, étant donnée la rigueur avec laquelle la jurisprudence peut interpréter cet article.

Suivant les progrès de la civilisation, le devoir d'éducation a eu sa marche ascendante; il s'est fait chaque jour plus impérieux et des lois nouvelles sont venues le sanctionner directement. D'abord la loi du

28 mars 1882, qui rend l'instruction primaire obligatoire, édicte des peines contre les parents, qui ne se conforment pas à ses prescriptions. Puis, la loi du 24 juillet 1889, sur la protection des enfants maltraités ou moralement abandonnés, complétée par une autre loi, toute récente, du 19 avril 1898, qui retirent la puissance paternelle aux parents, dans le cas où ils sont indignes de l'exercer.

Le but de toutes ces dispositions législatives est en résumé de forcer les parents à donner aux enfants une éducation convenable, et nous voyons du reste que la jurisprudence tend, et d'une manière assez marquée, à donner aux textes du C. C. une interprétation extensive. Chaque fois que le magistrat, auquel est soumis l'appréciation d'un fait dommageable commis par un mineur, constate le moindre manquement au devoir d'éducation, il l'impute à celui qui en est tenu. C'est ce qui ressort des diverses décisions des Cours et Tribunaux, qui déclarent que cette responsabilité ne cesse, ni parce qu'atteint d'une maladie mortelle, au moment de l'acte de l'enfant, le père se trouvait dans l'impossibilité physique de le surveiller personnellement (1), ni par ce fait seul, qu'au moment où l'acte dommageable s'est produit, l'enfant n'était pas sous ses yeux, et se trouvait par exemple, au service d'un tiers (2), ou dans une autre commune, chez un parent, où il passait ses vacan-

1. Cassation, 20 mars 1827.

2. Aix, 11 juin 1859.

ces (1) ; principalement ajoute un arrêt d'Agen du 28 juin 1869 et d'autres décisions, si le fait nuisible peut être attribué à une imprudence ou à une faute antérieure des parents, comme la mauvaise éducation qu'ils ont donnée à leur enfant.

Cette dernière considération a fait déclarer par la Cour de Limoges (2) que la responsabilité du père est encourue alors même que le fait dommageable aurait été commis en son absence, pour cette raison, que ne pouvant ignorer les instincts pervers de son fils, il n'a pas usé des moyens, qui étaient en son pouvoir pour réprimer ses écarts, ses passions et ses vices. C'est l'avis de la majorité en doctrine conforme d'ailleurs à de nombreux précédents judiciaires.

En résumé le devoir d'éducation auquel sont astreints les parents et les attributs de la puissance paternelle, qui en assurent l'exécution, tels sont les fondements de la responsabilité des père et mère.

§ 2. — A qui incombe cette responsabilité ?

Cette responsabilité incombe à la personne qui détient les droits de garde, de surveillance et de correction, par conséquent, au père, pendant le cours du

1. Dijon, 18 février 1875.

2. 10 Janvier 1894.

mariage, puisque c'est lui qui est investi de la puissance paternelle (art. 373, C. C.) et de ce fait seul responsable.

Il semblerait donc, en principe, qu'il n'y eût que la mort du père, qui pût faire passer sur la tête de la mère, ces prérogatives, que la loi attache à la qualité du défunt, mais cependant, exceptionnellement il est vrai, nous trouvons des cas où la mère est appelée à exercer la puissance paternelle du vivant du père. Nous voulons parler des diverses impossibilités légales, physiques ou morales, qui peuvent être pour ce dernier, un obstacle au libre exercice de son autorité et ces diverses impossibilités, nous allons essayer de les envisager dans des hypothèses pratiques.

Le père est frappé d'interdiction légale ou judiciaire ; la puissance paternelle passe de plein droit à la mère, qui souvent même est nommée tutrice de son mari.

Il est déchu de ses droits, en vertu des dispositions de la loi du 24 juillet 1889, donc dans l'impossibilité légale d'exercer la puissance paternelle qui peut être transférée à la mère, mais qui le plus souvent passera aux mains de l'administration publique ou privée, à laquelle la garde de l'enfant sera confiée. Et alors, cette administration sera-t-elle responsable ? Oui, à notre avis et pour les mêmes raisons, qui nous pousseront tout à l'heure à décider, que le tuteur tombe sous le coup de la présomption légale de faute.

Le père est dans l'impossibilité d'exercer la puis-

sance paternelle, quand il est privé de sa raison, sans être interdit ; son impossibilité était même tellement évidente, que le législateur n'a pas cru devoir s'en occuper d'une façon spéciale.

Il se trouve dans l'impossibilité physique d'exercer cette même puissance paternelle, lorsqu'il est absent, cas prévu par l'article 141 du Code civil, qui s'exprime en ces termes : « Si le père a disparu, laissant des enfants mineurs, issus d'un commun mariage, la mère en aura la surveillance, et elle exercera tous les droits du mari, quant à leur éducation et à l'administration de leurs biens. »

La mère aura également la garde et la responsabilité de ses enfants, toutes les fois que le père sera emprisonné, sans être interdit légalement.

Dans toutes ces hypothèses que nous venons d'envisager, la mère sera tenue du devoir d'éducation et responsable aux termes de l'article 1384. Mais ici vient se placer une question intéressante, en matière de divorce.

Nous savons, que le divorce ne rompt pas le lien, qui unit les parents à leurs enfants et qu'il laisse subsister le droit de puissance paternelle des époux.

Certainement, mais ne peut-il pas être la cause d'une modification à l'exercice de ce droit ? L'article 302 du Code civil décide en effet « que les enfants seront confiés à l'époux, qui a obtenu le divorce, à moins que le tribunal sur la demande de la famille ou du ministère

public, n'ordonne pour le plus grand avantage des enfants, que tous ou quelques-uns d'entre eux, seront confiés aux soins soit de l'autre époux, soit d'une tierce personne. »

Mais alors nous dirons :

Si pendant le mariage, l'exercice de la puissance paternelle appartient à une seule personne, c'est pour assurer l'unité de direction ? Et si l'on a choisi le père de préférence à la mère, c'est que le premier était déjà, en vertu de la puissance maritale, chef de la communauté et de ce fait, tout indiqué pour ce choix.

Mais après la dissolution du mariage, ces excellentes raisons disparaissant, il n'y avait plus aucun motif de donner au père la prédominance forcée sur la mère et d'autre part l'intérêt des enfants appelait l'unité de direction. C'est pourquoi, la loi a permis de confier cette puissance à l'époux, qui est présumé en être le plus digne, à celui qui a obtenu le divorce.

Toutefois l'article 302 ajoute que toujours dans l'intérêt des enfants, le tribunal peut déroger à la règle établie par la loi ; dérogation qui nécessite une demande expresse du Ministère public ou de l'un des membres de la famille.

L'article 303 du Code civil ajoute à l'article 302, une disposition qui pourrait faire naître dans l'esprit des commentateurs de la loi un doute en ce qui concerne la responsabilité dont nous parlons : « Quelle que soit la personne à laquelle les enfants seront confiés, les

père et mère conserveront respectivement le droit de surveiller l'entretien et l'éducation de leurs enfants et seront tenus d'y contribuer en proportion de leurs facultés. »

Mais cet article vise le cas, où conformément aux dispositions de l'article 302, l'enfant est confié à une tierce personne seulement. Dans ce cas spécial, cette tierce personne a le droit de garde et elle est responsable, comme le serait un chef d'établissement de son manque de surveillance ; mais les père et mère conservent le droit d'éducation.

Nous avons successivement passé en revue les différentes hypothèses, qui peuvent donner lieu à quelques difficultés dans l'application de la puissance paternelle.

En résumé celui des père et mère qui en a l'exercice, encourt la responsabilité édictée par l'article 1384.

§ 3. — Le tuteur est-il responsable ?

Notre sujet nous amène maintenant sur le terrain de la tutelle, autre que celle du survivant des père et mère (1).

Le tuteur dit l'article 450 dans sa première proposition « prendra soin de la personne du mineur. »

1. Nous savons, que lorsque le survivant des père et mère est tuteur légal, la puissance paternelle s'unit en sa personne, à la puissance tutélaire.

Les rédacteurs du Code civil n'ont pas jugé utile de répéter dans l'article 450, ce qu'ils disaient dans l'article 203, mais il est certain qu'ils entendaient résumer par ces mots « prendra soin » toutes les obligations qu'ils avaient imposées aux parents, relativement à la personne de leurs enfants.

La loi impose au tuteur le devoir d'éducation et elle lui donne pour assurer l'exécution de ce devoir, des droits de garde et de correction. Pour ces raisons, nous croyons qu'elle sanctionne ces obligations, par la responsabilité civile. Nous nous hâtons d'ajouter, que le tuteur n'exerce le droit d'éducation, que sous le contrôle du conseil de famille, ce qui atténue sa responsabilité, mais nous osons affirmer qu'il tombe sous le coup de la présomption légale de faute, édictée par l'article 1384 alinéa 2, sans pour cela chercher, par une interprétation trop étroite du texte, à tirer de la loi, des conséquences dont le rigorisme pourrait quelquefois violer l'équité.

Nous venons d'exposer en quelques lignes, notre opinion ; elle n'est pas partagée par tous les auteurs et la doctrine nous offre deux systèmes nettement opposés.

Les partisans du premier de ces deux systèmes admettent l'absence de présomption légale de faute pour le tuteur et ils donnent à l'appui de leur thèse, les deux arguments suivants : 1^o les dispositions de l'article 1384 sont de droit étroit et constituent des déro-

gations aux principes généraux ; elles ne sauraient être étendues (*exceptio est strictissimæ interpretationis*). 2^o le tuteur n'a pas en réalité sur son pupille une autorité morale, comparable à celle des père et mère.

Ces arguments sont fort spécieux, mais nullement décisifs. Nous répondrons au premier : certes, il est très vrai, que nous sommes ici, en présence d'une présomption légale de droit étroit, dont l'interprétation ne doit pas être extensive, mais le devoir d'éducation, qui incombe au tuteur ne touche-t-il pas de la façon la plus étroite à celui que la loi a imposé aux père et mère ?

Sincèrement, nous ne croyons pas sortir des limites du droit étroit, en appliquant aux uns et aux autres des règles communes et nous nous élevons contre ce système, qui consiste à prendre un principe de droit et à en tirer toutes les conséquences que peut y trouver une logique inflexible.

Nous avons à répondre au deuxième argument et nous nous efforcerons de le faire, en montrant qu'elle est sa faiblesse.

Nos adversaires prétendent que le tuteur n'a pas sur son pupille une autorité morale comparable à celle des père et mère sur leurs enfants, c'est un point que nous leur accordons volontiers, et nous avons déjà mentionné à ce sujet le contrôle du conseil de famille ; mais ils reconnaissent eux-mêmes, qu'il existe une autorité

quelconque du tuteur sur son pupille et alors pourquoi serait-elle insuffisante à engendrer une responsabilité? Ce devoir d'éducation dont est tenu le tuteur et ces droits que la loi lui a conférés sur la personne du mineur dont il a la charge, ne communiquent-ils pas à la fonction, ce caractère particulier d'autorité morale des père et mère, dont les partisans du système que nous combattons ont fait la base de leur théorie.

Nous pouvons dire, que la loi en réglementant la capacité et les obligations du tuteur, l'a fait en s'inspirant des prérogatives attachées à la puissance paternelle et il n'y a rien d'étonnant à ce qu'elle ait voulu dans les deux cas tirer les conséquences des règles, qu'elle avait posées; aussi son but nous paraît bien évident, quand elle édicte la responsabilité civile; c'est qu'elle se préoccupe d'assurer la réparation du préjudice causé injustement à autrui.

Mais alors, demanderons-nous à nos adversaires, contre qui sera dirigée la poursuite, lorsque le dommage sera causé par un enfant, qui n'a pas de parents et dont la responsabilité est nulle à cause de son manque de discernement? Qui paiera les dommages et intérêts auxquels sera condamné un mineur?

Ils prétendent, il est vrai, obtenir cette réparation à l'aide de l'article 1382, en laissant de cette manière le fardeau de la preuve de la culpabilité à la victime du dommage; mais leur argumentation est insuffisante, pour nous décider à nous ranger à leur opinion, lors-

que nous envisageons les difficultés (dont nous avons déjà parlé au début de cet ouvrage) que rencontrerait la victime obligée de faire non-seulement la preuve de la culpabilité de l'agent et du dommage causé par lui, mais encore celle de la culpabilité du tuteur.

Il est bon de citer pour finir, l'article 28 de la loi sur la chasse du 3 mai 1844, qui assimile la responsabilité du tuteur à celle des père et mère, les articles 206 du code Forestier et la loi de 1829 sur la pêche fluviale qui viennent donner une force plus grande encore par leur haute valeur juridique, aux idées que nous venons de développer.

§ 4. — Etendue de cette responsabilité.

Le paragraphe 3 de l'article 1384 nous dit : que les père et mère sont responsables du dommage causé par leurs enfants mineurs, habitant avec eux ; mais à quel âge l'enfant mineur commence-t-il à mettre en jeu la responsabilité des parents et celle-ci survit-elle à l'émancipation de ce même mineur ?

Toullier est d'avis que la responsabilité des parents ne prend naissance qu'à compter du jour de la puberté de l'enfant, parce que l'imputabilité est impossible auparavant, et qu'elle cesse avec l'émancipation, qui anéantit la puissance paternelle.

Déjà Pothier avait enseigné, que dans le cas où le fait dommageable serait commis par un enfant en bas âge, le père n'avait pour dégager sa responsabilité qu'à prouver le manque de discernement de l'enfant. Mais la jurisprudence, contrairement à cet enseignement, admet l'action civile en réparation, bien que l'enfant n'ait pu distinguer le bien du mal (1).

Nous tenons pour plus rationnelle l'opinion qui choisit le jour de la naissance de l'enfant comme point de départ de cette responsabilité civile qu'elle fait s'arrêter au jour de la majorité. Et nous disons, pour compléter cette idée, que c'est en effet précisément quand l'enfant n'a pas de discernement, qu'il a besoin d'être plus particulièrement surveillé, d'où la nécessité logique d'engager la responsabilité des parents. Et s'il nous faut faire une distinction entre ces deux responsabilités provoquées, l'une par le dommage d'un inconscient, l'autre par celui d'un être incapable de discernement, nous établirons que la faute du responsable sera d'avoir manqué de surveillance dans le premier cas, de direction dans le second.

Nous avons exposé tout ce qui a trait aux enfants mineurs habitant avec leurs parents. Que dirons-nous maintenant de l'enfant émancipé ? ne doit-il pas être responsable ? La raison que nous avons d'hésiter vient de l'article 372, qui assigne l'émancipation de l'enfant

1. Cassation, 13 mars 1844.

comme terme à la puissance paternelle, fondement de la responsabilité civile. On s'accorde généralement à reconnaître que l'émancipation, lorsqu'elle est la conséquence du mariage, met fin à la responsabilité du père et on ajoute, d'autre part, qu'on ne peut tenir rigueur aux parents de n'avoir pas fait opposition au mariage des enfants. Nous trouvons en faveur de cette opinion deux arguments de textes : les articles 206 du Code forestier et 28 de la loi du 3 mai 1844, sur la chasse, qui appliquant à des matières spéciales, le principe de l'article 1384, déclarent les père et mère civilement responsables des délits commis par les enfants mineurs non mariés ; d'où nous pouvons conclure que la responsabilité des parents s'éteint quand les enfants contractent un mariage.

Certains auteurs vont même jusqu'à décider que toute émancipation, quelle qu'elle soit, a pour effet de dégager les parents de leur responsabilité. Mais nous n'hésitons pas à déclarer que leur prétention est fort exagérée et qu'en adoptant leur manière de voir, on aboutirait à des conséquences qui permettraient le plus souvent dans la pratique, de ne tenir aucun compte de l'esprit de la loi ; celle-ci ayant voulu être prévoyante, en imposant aux parents l'obligation de responsabilité jusqu'à la majorité de leurs enfants et dans un but d'utilité publique, serait tenue pour nulle et non avenue, quand ces mêmes parents pourraient se décharger, par une émancipation de l'obligation qui leur a

été imposée. Faculté de tourner les prescriptions du Code, qui ne nous paraît pas facilement acceptable. De plus il est sans contredit que les parents ne sont pas excusables d'émanciper sans motifs un enfant incapable de se conduire.

Mais lorsque l'enfant abandonne la maison paternelle son départ, s'il a une cause légitime, fait disparaître cette responsabilité et cette cause légitime à laquelle nous subordonnons la disparition de la responsabilité, sera l'entrée de l'enfant dans une maison, soit d'éducation, soit d'apprentissage.

Le père fait alors une délégation de ses droits et de ses pouvoirs et c'est aux délégataires qu'incomberont maintenant les obligations nées des dommages causés par l'enfant. Notre chapitre 3 sera particulièrement consacré à l'étude de ces cas particuliers de délégation.

§. 5. — De la preuve contraire.

Cette présomption de faute à l'encontre des père, mère et tuteurs, pèse très lourdement sur ces différentes personnes ; elle peut même, dans la pratique, conduire à des conséquences injustes. Nous avons vu que le législateur dans une vue d'équité leur donne formellement le droit à la preuve contraire.

C'était là chose toute naturelle qui ne soulève aucune

difficulté ; il n'en est pas de même pour les maîtres et commettants comme nous allons le voir.

SECTION II. — *Responsabilité des maîtres et des commettants.*

§ I. — Fondement.

Les maîtres et commettants sont responsables du dommage illicitement causé à autrui par leurs domestiques ou préposés dans les fonctions auxquelles il les ont employés. C. C. Art. 1384. Al. 3.

Le fondement de cette responsabilité se trouve dans le rapport qui existe entre ces différentes personnes ; rapport qui consiste en ce que les maîtres et commettants choisissent leurs domestiques et préposés en toute liberté et en ce que les domestiques et préposés sont dans un état de subordination vis-à-vis des maîtres et commettants. Le patron quand il choisit mal celui qu'il emploie est en faute d'accréditer vis-à-vis de la société quelqu'un qui est indigne de l'être ; quand il donne des ordres et surveille l'exécution, il couvre de sa propre responsabilité celui qui ne fait qu'obéir. Avec raison, la loi présume que si nous n'avions pas investi de notre confiance l'auteur du dommage, il n'aurait pas été à même de le causer, soit qu'il n'eut pas eu

accès auprès de sa victime, soit qu'il n'eut pas eu à sa disposition la chose avec laquelle il a causé ce dommage. Avec raison la loi présume que si nous avons mieux ordonné ou mieux surveillé le travail que nous avons fait exécuter il n'en serait résulté aucun préjudice.

C'est par application de ces idées que la jurisprudence, dans la fameuse affaire du cocher Collignon tuant le sieur Juge, a rendu la Compagnie des Petites Voitures responsable civilement du crime de son préposé ; elle a considéré que si Collignon avait pu pénétrer dans l'appartement de sa victime, c'était parce qu'il était accrédité auprès d'elle par la Compagnie ; c'est également par application de cette idée qu'une jurisprudence constante rend tout propriétaire de voitures responsable civilement des accidents que cause son cocher en conduisant, tout directeur d'entreprises responsable civilement des dommages qui proviennent du fait de ses ouvriers dans l'exécution des travaux dont ils sont chargés.

En résumé la loi impose aux maîtres et commettants l'obligation de bien choisir, de surveiller et diriger leurs domestiques et préposés et elle sanctionne cette obligation par la responsabilité civile du fait de ces derniers. Si nous considérons maintenant qu'il est nécessaire de garantir la société contre l'insolvabilité présumée des domestiques et préposés en reportant sur une personne présumée solvable une obligation dont il importait d'assurer le paiement, nous aurons suffisam-

ment justifié le principe de la responsabilité des maîtres et commettants.

§ 2. — Du rapport du maître à domestique, du commettant à préposé.

Il faut entendre par domestiques, tous les serviteurs à gages attachés à la personne ou employés aux soins de la maison, ceux qui sont vis-à-vis du maître dans un état de dépendance personnelle et durable et qui selon les expressions de l'article 109, Code civil, servent ou travaillent chez autrui. Ces personnes sont ordinairement appointées au mois ou à l'année, elles mangent et couchent sous le toit de leur maître et portent le nom générique de gens de maison.

Le Code civil, au titre des privilèges, les appelle gens de service. Avec eux, il ne faut pas confondre : ceux qui ont la qualité d'ouvriers ou de journaliers, viennent travailler du dehors à la journée, même quand ils y viendraient d'une manière ordinaire, et à plus forte raison encore, certaines personnes qui reçoivent bien un salaire, mais ne sont pas au point de vue social classées parmi les gens de service, tels sont : les précepteurs, secrétaires, bibliothécaires, etc.

Et cependant nous avons le droit de leur donner des ordres pendant le temps qu'elles sont à notre service, partant nous devons en être responsables. Evidemment

et nul ne le contredit. Seulement, cette responsabilité ne repose plus sur l'existence d'un rapport de maître à domestique mais sur l'existence d'un rapport de commettant à préposé. Nous voici de suite amenés à nous demander :

Qu'est-ce qu'un préposé ?

D'après Demolombe, c'est « quiconque est employé par un autre à des soins, à des occupations, à des travaux intérieurs ou extérieurs tels que les commis, surveillants, ouvriers, voituriers, journaliers, manœuvres, compagnons, tous ceux enfin qui se trouvent envers le commettant dans une situation subordonnée de ce genre. On y a même compris les clercs. »

Voici une énumération qui, bien que longue, n'est pas limitative. Le mot préposé est un mot vague, il renferme en lui-même le mot domestique, il peut s'employer chaque fois qu'apparaît le moindre état de dépendance entre deux personnes et, la constatation de cet état est nécessairement laissée à l'arbitraire des tribunaux.

La jurisprudence a quelquefois constaté l'existence d'un rapport de préposé à commettant là où, à notre avis, il n'existe pas. Ainsi nous ne pouvons approuver un jugement qui a décidé que l'armateur est responsable civilement des dommages causés par un échouement dû uniquement à l'impéritie du pilote lamaneur (1). A l'appui de cette décision, le tribunal considérait

1. On sait qu'on appelle pilotes lamaneurs, ceux qui se trouvent

que le pilote, à bord, étant sous les ordres du capitaine, ce dernier seul assume toute la responsabilité. Il est inexact de dire que le pilote est sous les ordres du capitaine, car s'il est vrai que ce dernier reste toujours maître, à bord, on lui impose l'assistance du pilote qu'il ne choisit pas librement et qui en réalité dirige le bâtiment à sa guise. De même nous ne pouvons admettre l'opinion qui veut faire du concierge le préposé des locataires. En définitive qui donc choisit le concierge, qui le paie, qui même le commande, si ce n'est le propriétaire. Nous pensons que le rapport de commettant à préposé n'existe que si l'un a librement choisi l'autre, à qui désormais il donnera librement des ordres dont il surveillera l'exécution.

Ainsi: Un propriétaire veut faire bâtir; il charge de l'exécution et de la direction des travaux un entrepreneur. Si en travaillant les ouvriers causent un dommage, à qui en incombera la responsabilité? Sans aucun doute à l'entrepreneur. C'est lui qui a choisi les ouvriers, c'est lui qui les commande et non le propriétaire. Les honoraires que se font payer les entrepreneurs sont évalués en compensation des risques qu'ils courent. Au contraire le propriétaire serait responsable s'il avait

à l'entrée et à la sortie des ports et au ministère desquels le capitaine a recours. Ce sont des agents légalement préposés à la conduite du bâtiment et leur assistance est imposée par le décret du 12 décembre 1806; ils ne peuvent être pris que dans une classe de marins désignée par l'autorité maritime.

lui-même choisi les ouvriers et dirigé et surveillé les travaux.

Il ne faudrait pas donner la qualité de préposé à un individu choisi pour un travail déterminé et dont la direction et l'exécution sont totalement abandonnées à sa propre initiative. Ainsi par exemple : Une personne charge un homme de peine de porter une malle à tel endroit. En route ce commissionnaire commet des dégâts, il serait injuste de décider que le propriétaire de la malle sera responsable en qualité de commettant. La victime pourra peut-être à l'aide de l'art. 1382 prouver la faute du propriétaire de la malle, qui par exemple a donné commission à un homme ivre ou maladroit, mais la présomption de l'art. 1384 ne s'appliquera pas.

J'estime qu'il en serait autrement si le propriétaire avait accompagné le commissionnaire et lui-même dirigé le transport de sa malle ; dans ce cas il assumerait toute la responsabilité du dommage que pourrait causer le commissionnaire qu'il dirige à sa volonté.

Toutes les fois où il sera possible de constater qu'une personne est vis-à-vis d'une autre en état de dépendance réelle, il faudra décider qu'il existe entre elles la relation du préposé à commettant. Voilà qui est bien simple, semble-t-il, et cependant bien des hypothèses se présentent où cette relation est équivoque. Examinons quelques cas où il peut y avoir doute.

Peut-on soutenir par exemple qu'un officier ministériel a vis-à-vis de son client la qualité de préposé ? A notre

avis, non, et voici pourquoi : D'abord le client ne commande pas à l'officier ministériel et bien qu'il ait le droit de l'exiger il lui demande son ministère, il le charge de diriger ses affaires et laisse à son initiative personnelle le soin de les mener à bonne fin. En réalité l'officier ministériel, est le conseiller de son client, son directeur. Et puis les officiers ministériels ne sont pas choisis librement par ceux qui ont recours à leur ministère, ils ont un monopole et sont imposés au public. La cour d'Amiens a jugé dans notre sens que le propriétaire à la requête duquel un huissier saisit les meubles du locataire n'est pas responsable envers celui-ci du préjudice qu'il peut éprouver de ce que l'huissier aurait contrevenu soit à l'art. 622 du Code de procédure civile en vendant des objets saisis pour une somme supérieure à la créance du propriétaire, soit à l'article 624 du même Code en accordant des délais aux acheteurs.

En conséquence la responsabilité de l'officier ministériel n'est pas couverte par celle du client qui a recours à son ministère. Les notaires, avoués, huissiers, etc. sont responsables de leurs fautes personnelles professionnelles ou non.

Nous pouvons dire aussi qu'en général le mandataire n'est pas le préposé du mandant en tant que par ses délits ou quasi délits, il cause un dommage. On ne peut en effet donner à quelqu'un un mandat de faire une chose illicite.

Les médecins et chirurgiens des hôpitaux de Paris étant nommés au concours et sous l'approbation du ministre de l'Intérieur, qui peut seul les révoquer, ne peuvent dès lors être regardés comme des préposés de l'administration et par conséquent engager par leurs actes de responsabilité civile (1).

Au contraire, il résulte de la loi du 29 juillet 1881 sur la Presse ceci : qu'en principe ce n'est ni le propriétaire du journal ni le rédacteur en chef qui sont pénalement responsables des délits de presse, c'est sauf la complicité de l'écrivain, le gérant (2). Seulement en vertu de l'article 44 de cette loi, le propriétaire est reponsable civilement des délits du gérant.

En conséquence : le gérant est le préposé du propriétaire.

Nous verrons plus loin quelle est la nature des rapports qui existent entre les administrations publiques et leurs agents ; cette matière fera l'objet d'une partie de cette thèse.

§ 3. -- Etendue de cette reponsabilité.

Les maîtres et commettants quand ils ont prudemment choisi leurs domestiques et préposés, ne sont pas

1. Tribunal de la Seine, 27 décembre 1894.

2. Tout journal doit avoir son gérant. Loi du 29 juillet 1889.
Article 6.

tenus indistinctement de leurs délits ou quasi-délits. Ils ne répondent que de ceux qui ont été commis dans l'exercice des fonctions auxquelles ils les ont employés. C'est ce que nous dit avec raison l'article 1384 § 3 *in fine*. Rien de plus juste. En effet : Lorsque les maîtres et commettants font choix d'un employé, ils examinent ses aptitudes en vue de la fonction qu'ils veulent lui confier. De son côté, lorsqu'il loue ses services, le subordonné ne s'engage à rendre que ceux qui sont conformes à ses aptitudes et il entend garder son indépendance pour tous les actes qui y sont étrangers. D'autre part, le maître peut bien organiser de manière à ne nuire à personne le travail qu'il commande, il peut en surveiller l'exécution. Mais si le préposé agit en dehors de ses fonctions sans être commandé, à l'insu de son maître, on ne peut exiger que ce dernier organise et surveille ce dont il ne soupçonne même pas l'existence. Aussi dirons-nous qu'en règle générale les maîtres et commettants ne doivent répondre que des dommages qu'ils auraient pu empêcher.

Maintenant quels sont ces dommages, c'est-à-dire, quand le préposé est-il dans l'exercice de ses fonctions ? Il y a là une question de fait à laisser à l'appréciation du juge. La meilleure façon d'étudier cette question est de passer en revue quelques décisions de jurisprudence et c'est ce que nous allons faire.

Une jurisprudence constante décide que le maître est responsable des blessures que son cocher fait à un

passant en conduisant sa voiture, mais qu'il n'est pas responsable de celles qu'il fait en se battant. Nous voyons cependant dans les recueils d'arrêts de jurisprudence une décision du tribunal de Rouen (1) nullement conforme à cette opinion et à notre avis fort critiquable. Il s'agissait dans l'espèce d'un charretier qui étant monté sur une voiture de paille arrive aux barrières de l'octroi. Les employés d'octroi veulent le faire descendre, afin de faciliter leur visite réglementaire. Le charretier refuse et il s'ensuit une querelle dans laquelle ce dernier blesse un employé. Le tribunal de Rouen considère que c'est à l'occasion de ses fonctions que le charretier a blessé l'employé et par suite décide que le patron en est responsable civilement. Nous l'avons dit : il faut laisser au juge le soin de délimiter en toute liberté l'étendue des fonctions confiées au préposé, mais nous croyons qu'il doit le faire dans de sages limites.

Ce n'est pas ce qu'a fait le tribunal de Rouen dans le jugement que nous venons de citer. Nous préférons un arrêt de la Cour de cassation (2) qui décide que la responsabilité civile d'un patron d'industrie n'est pas engagée à la suite du délit commis par ses ouvriers avec un engin explosif fabriqué dans l'atelier en dehors de leur travail.

Ce serait cependant le cas de considérer ici que

1. Rouen, 18 janvier 1837.

2. Cassation, 15 décembre 1894.

c'est à l'occasion de leurs fonctions que ces ouvriers ont fabriqué l'engin explosif. C'était pendant les heures de travail, avec les outils mis par le patron à leur disposition, dans l'usine, mais aussi c'était à l'insu du maître qui on le suppose n'était pas en faute d'avoir exercé une surveillance insuffisante. C'est pourquoi la Cour de cassation a statué conformément au texte de la loi et à l'équité.

Le concierge étant le préposé du propriétaire engage la responsabilité de celui-ci, chaque fois qu'il cause du dommage à autrui dans l'exercice de ses fonctions. Ainsi le tribunal de Paris (1) a décidé avec raison, que le propriétaire doit réparer le dommage qu'un concierge a causé aux locataires, en temps de gelée, en oubliant de fermer les robinets de conduite d'eau, ce qui avait occasionné la rupture d'un tuyau et par suite l'inondation des appartements. Le même tribunal, a aussi décidé que le propriétaire répond du fait de son concierge qui a refusé des lettres en déclarant faussement et à plusieurs reprises ne point connaître la nouvelle adresse du destinataire, ce qui, considéré comme vexatoire, peut donner ouverture à des dommages-intérêts (2).

Les Compagnies de chemins de fer répondent des avaries survenues à des marchandises expédiées par

1. 23 mai 1891.

2. 21 mars 1896.

wagons complets au tarif le plus réduit, lorsque ces avaries proviennent non d'un vice propre de la chose, mais de la manière défectueuse, dont la marchandise a été disposée par ses agents dans les wagons de transport (1).

Elles sont responsables des fautes commises dans le service des colis postaux par ses agents et résultant de l'inobservation des règlements.

La Cour de cassation a déclaré la société en commandite obligée à la réparation du dommage causé à autrui pour les actes ou les omissions d'administration, provenant d'une faute de son gérant.

§ 4. — Les maîtres et commettants peuvent-ils combattre la présomption de faute édictée par l'art. 1384 ?

Du silence de la loi à leur égard la jurisprudence conclut que les maîtres et commettants ne peuvent faire la preuve contraire. Et pour justifier cette affirmation on fait remarquer qu'avant de choisir le domestique ou préposé ils ont pour premier devoir de s'assurer de sa moralité et de sa capacité.

Les partisans du système de la jurisprudence disent ceci : il importe peu que les maîtres et commettants fassent la preuve qu'on n'a rien à leur reprocher tant au point de vue de l'organisation qu'au point de vue de

1. Paris, 29 juillet 1893.

la surveillance des travaux qu'ils font faire. Il importe peu qu'ils prouvent que c'était tout à fait en dehors de ses fonctions que le préposé a causé le dommage ; il restera toujours à leur charge la faute d'avoir fait un mauvais choix. Ils ne pourront soutenir que l'homme qu'ils ont choisi offrait toutes les garanties désirables de moralité et de capacité, vu que le dommage qu'il vient de causer est la preuve indéniable tout au moins de son incapacité.

Nous ne sommes pas de cet avis, et pensons au contraire (1), que la présomption de faute édictée par l'article 1384 à l'encontre des maîtres et commettants est une présomption *juris tantum* qui admet la preuve contraire. Nous pensons que notre système plutôt que celui de la jurisprudence donnera satisfaction à l'équité. Dans les hypothèses, et elles sont nombreuses, où, par la force même des choses, nous devons laisser au juge un large pouvoir d'appréciation, ce sera par l'examen des faits articulés par le maître en preuve contraire que le magistrat pourra se faire une opinion équitable ; par exemple, pour décider si, oui ou non, c'est dans l'exercice de ses fonctions que le préposé a causé le dommage.

Le juge sera obligé d'examiner si le maître avait entouré son choix de renseignements suffisants, examen

1. Avec notre éminent professeur, M. Weiss.

qui ne pourra se faire si on n'en admet pas la discussion.

Il n'est pas exact de dire que l'acte dommageable du préposé est une preuve indéniable de son incapacité. Bien souvent il faudra au contraire l'attribuer plutôt à la malchance qu'à la maladresse.

Et quand bien même on prétendrait que le dommage causé est une manifestation de l'incapacité du préposé, en quoi cette manifestation d'incapacité serait-elle une preuve du mauvais choix fait par le maître.

Il peut arriver, et cela n'est heureusement pas rare, que ce préposé n'ait jamais causé de dommage sérieux qui puisse faire soupçonner sa maladresse ou son immoralité, et que le fait qu'on lui reproche soit le premier de ses délits. Pourquoi vouloir alors que le maître sache qu'il choisit mal ? Ce n'est pas juste et nous ne l'admettons pas.

Selon nous, il faudra toujours, dans l'intérêt des débats, autoriser les maîtres à chercher à faire tomber la présomption de faute qu'on invoque contre eux, en prouvant qu'ils n'ont pas mal choisi, mal commandé ni mal surveillé leurs employés et que ceux-ci ont causé le dommage en agissant en dehors de leurs fonctions.

On le voit la tâche leur sera fort lourde et c'est pourquoi s'ils parviennent à la remplir, il me paraît bien équitable de décider qu'aucune responsabilité ne leur incombera.

Je ne vois plus maintenant de motifs fondés en raison pour les mettre hors du droit commun et les empêcher de faire cette preuve contraire.

Sans doute, il y a le texte qui ne parle formellement que des père et mère, des instituteurs et artisans, mais n'est-il pas permis de conclure à un oubli involontaire des rédacteurs de l'article 1384, d'autant qu'il semble bien résulter des travaux préparatoires que la lettre de la loi ne répond pas à son esprit.

Nous trouvons aussi la confirmation de notre opinion dans l'article 206 du code forestier qui plus explicite sur ce point que l'article 1384 nous dit : Les maris, pères, mères et tuteurs et en général tous maîtres et commettants, seront civilement responsables des délits et contraventions commis par leurs femmes enfants mineurs et pupilles, demeurant avec eux, célibataires ouvriers, voituriers et autres subordonnés, sauf tout recours de droit. Cette responsabilité sera réglée conformément au paragraphe dernier de l'article 1384, Code Civil.

SECTION III. — *Responsabilité des instituteurs et artisans.*

§ 1. — Fondement.

Les instituteurs et artisans sont responsables des dommages causés par leurs élèves et apprentis pendant le temps qu'il sont sous leur surveillance.

Tel est le troisième cas que l'art. 1384 édicte d'une façon aussi claire et aussi précise qu'elle pourrait presque se passer de commentaires.

Cette responsabilité a pour fondement une délégation d'autorité.

La loi présume que si le père confie son enfant à une personne qui aura mission de l'éduquer et de l'instruire, il lui délègue en même temps les moyens d'y parvenir et ces moyens sont précisément une partie de ceux que la loi a donnés au père pour faire respecter son autorité.

Il faut donc reconnaître aux instituteurs et artisans sur la personne de leurs élèves ou apprentis une autorité qui, si elle n'est pas l'égale de celle des parents, ne laisse pas de lui ressembler. Il est vrai de dire qu'en réalité l'autorité que les instituteurs et artisans ont sur leurs élèves et apprentis n'étant pas appuyée comme celles des parents sur le droit de correction est loin d'être aussi solide, mais elle a été volontairement et librement (1) déléguée et consentie par des gens qui peuvent la reprendre et la restituer à leur gré.

Ce libre accord et cette faculté de le rompre expliquent que la loi ait imposé l'obligation aux instituteurs et artisans de réparer le dommage causé par les élèves et apprentis.

1. Voyez toutefois la loi de 1882 sur l'instruction primaire publique et obligatoire qui force les parents à confier leurs enfants aux instituteurs.

Au point de vue social l'intérêt de cette responsabilité est très grand. Nous savons en effet que, dans l'intérêt de tous, la loi impose aux parents l'obligation de surveiller leurs enfants mineurs habitant avec eux. Nous savons aussi que les parents ne peuvent se décharger de cette obligation en éloignant d'eux leurs enfants sans motifs légitimes.

Ceci dit, il faut constater qu'il existe quantité de personnes que leurs obligations journalières tiennent éloignées de chez elles et qui ne peuvent par conséquent satisfaire au devoir de surveillance.

Bien souvent le père ne pourra lui-même faire l'éducation de son enfant et sera obligé de l'envoyer hors de la maison paternelle, soit dans une maison d'éducation, soit dans un atelier. Il ne serait pas juste dans ces cas de lui imposer un devoir qu'il ne peut remplir. Alors apparaît dans toute son utilité la responsabilité des instituteurs et artisans. Ceux-ci tiennent lieu de parents à ces enfants qui leur sont confiés et sont tenus de les surveiller de manière à ce qu'ils ne causent à autrui aucun dommage.

§ 2. — Qu'entend-t-on par instituteurs et artisans, quelles sont les limites de leur responsabilité ?

Somdat comprend sous la dénomination d'instituteurs « tous ceux qui ont la garde de l'enfant à un titre quelconque ». Cette définition n'est pas assez précise ; elle

pourrait s'appliquer aussi bien aux artisans et cependant il existe entre ces deux classes d'individus des différences assez sensibles.

L'instituteur, au sens de l'article 1384, est celui qui fait profession d'instruire l'enfant, comme par exemple, les instituteurs de l'enseignement primaire, les directeurs d'établissements où se donnent l'enseignement secondaire et aussi certains enseignements spéciaux. Tels sont par exemple : les lycées et collèges, les écoles départementales d'agriculture, les écoles de commerce, etc.

Un arrêt de Colmar du 14 juin 1830 a décidé qu'on ne devait pas considérer comme instituteur celui dont les fonctions consistent seulement à donner des leçons durant plusieurs heures de la journée. Selon nous, pendant les heures des leçons, l'enfant est surveillé par le professeur et nous ne voyons pas pourquoi celui-ci ne serait pas responsable des dommages qu'il lui laisserait causer. Au surplus, il n'y a pas d'hésitation à décider que celui qui donne des leçons à l'heure, au cachet, sera responsable du fait de ses élèves, car cette responsabilité a la même étendue que son devoir de surveiller, c'est-à-dire la durée de la leçon. A notre avis les juges de Colmar ont été trop restrictifs.

L'artisan, lui, se charge d'apprendre à l'enfant son propre métier, mais en général sa profession n'est pas de former des apprentis, il ne le fait qu'accessoirement à l'exercice de son état.

Les uns et les autres répondent, dit l'article 1384 al. 4, du dommage causé par leurs élèves et apprentis pendant le temps qu'ils sont sous leur surveillance. Il ne saurait y avoir d'équivoque possible sur la signification de ces dernières expressions. C'est la surveillance, par l'autorité qu'elle confère, qui entraîne la responsabilité et il n'y a pas à distinguer si cette surveillance est longue ou courte, passagère ou permanente, il suffit qu'il soit constaté qu'elle existait quand s'est produit le fait dommageable.

Parce que le législateur n'a pas, comme il l'a fait quand il s'est occupé de la responsabilité des parents, indiqué leur minorité comme condition d'existence de cette responsabilité, certains auteurs (Dalloz, Duranton et Laurent), prétendent que la majorité de l'élève et de l'apprenti ne mettra pas un terme à la responsabilité de l'instituteur et de l'artisan. Ils veulent justifier leur opinion en disant qu'il est facile aux instituteurs et artisans de renvoyer leurs élèves et apprentis majeurs s'ils ne peuvent plus obtenir d'eux une obéissance satisfaisante. En réponse à cette opinion que nous ne partageons pas nous répondrons que si la loi n'a pas parlé de la minorité des élèves, c'est qu'en général ceux-ci ne sont pas majeurs. Quant aux apprentis, il peut arriver assez fréquemment qu'ils soient majeurs, alors, quand il sera utile de mettre en cause le patron responsable, on les considérera comme ses préposés.

Il était donc inutile de parler de la minorité des élè-

ves et apprentis et c'est pourquoi le législateur n'en a pas parlé.

§ 3. — De la preuve contraire.

L'article 1384 dans son aliéna final réserve aux instituteurs et artisans le droit à la preuve contraire, c'est-à-dire le droit de prouver qu'ils ne sont point reprochables dans leur surveillance et qu'ils n'ont pu empêcher l'enfant de causer le dommage.

Dans aucun cas de responsabilité civile, ce droit à la preuve contraire n'apparaît avec une utilité plus grande.

On doit en effet permettre aux instituteurs et artisans de faire assez facilement tomber cette présomption de faute qui existe contre eux.

Il est bien des hypothèses où elle serait injuste, surtout en ce qui concerne l'instituteur primaire qui aujourd'hui ne peut plus choisir ses élèves et qui ne peut plus facilement les surveiller étant donné leur grand nombre.

Au point de vue légal, depuis la loi de 1882 sur l'instruction publique et obligatoire, il n'y a plus cette libre et spontanée délégation d'autorité des parents à l'instituteur qui l'accepte, qui selon nous justifiait aussi facilement le principe de cette responsabilité. C'est ce que la jurisprudence commence à bien comprendre et c'est ainsi que dans une affaire toute récente cette

faculté a permis à un instituteur d'échapper à la responsabilité qui le menaçait. Le 13 novembre 1896, pendant une récréation, le jeune B... âgé de 8 ans, élève de l'école primaire de La Coquille faisait en jouant une chute à la suite de laquelle une congestion cérébrale étant survenue, il mourut. Le sieur B..., son père, intenta devant le juge de paix de Junilhac-le-Grand (Dordogne), un procès au sieur X..., père d'un autre enfant qui aurait été cause de la chute et à l'instituteur « coupable de n'avoir pas exercé une surveillance suffisante. » Il leur demandait solidairement 150 fr. de dommages-intérêts. Une enquête eut lieu à la suite de laquelle un jugement déclara mal fondée la prétention du demandeur.

L'opinion publique commence à s'émouvoir de cette situation difficile faite aux instituteurs à qui, il faut le dire aussi, on a enlevé les moyens de punition et de correction qu'ils avaient autrefois, et qui voient bien souvent leur autorité peu respectée. Cette émotion s'est manifestée dans les assemblées départementales et à la Chambre des députés, par deux amendements : l'un de M. Hubbard, ainsi conçu : « Le § 5 de l'art. 1384 du Code Civil est modifié de la manière suivante : La responsabilité, en ce qui concerne les maîtres et instituteurs de l'enseignement public, ne sera encourue que si l'on fait la preuve de la faute ou du manque de surveillance desdits maîtres et instituteurs, preuve faite à la charge de la partie plaignante ». C'était vouloir

faire entrer les instituteurs dans le droit commun et leur appliquer l'article 1382 au lieu de l'art. 1384. Dans l'état actuel des choses, il est assez facile à la jurisprudence d'arriver à ce résultat par un examen indulgent de la preuve contraire.

L'autre amendement déposé par M. Ch. Lavy, veut faire des distinctions entre les différentes catégories d'instituteurs : les uns, instituteurs publics, verraient leur responsabilité couverte par celle de l'État ; les autres, instituteurs privés, seraient toujours soumis aux termes de l'art. 1384. Ceci nous paraît assez logique. En ce qui concerne les directeurs d'établissements que nous avons aussi appelés instituteurs, c'est-à-dire les proviseurs de lycées, principaux des collèges, directeurs d'établissements ecclésiastiques, directeurs d'écoles de commerce, etc. La question de responsabilité n'est pas aussi palpitante, en ce qui les concerne aucune loi n'est venu modifier les principes anciens, ils choisissent leurs élèves à leur gré, peuvent les surveiller facilement et ont des moyens de correction suffisants pour faire respecter leur autorité. A l'inverse des instituteurs, ils sont considérablement aidés en cela par les parents. Il est donc fort équitable de leur appliquer l'art. 1384 et d'exiger d'eux une preuve contraire des faits établissant d'une façon très certaine qu'ils n'ont pas manqué au devoir de surveillance.

CHAPITRE III

CAS DE RESPONSABILITÉ CIVILE PRÉVUS PAR DES TEXTES SPÉCIAUX.

Nous allons examiner dans ce chapitre quelques applications du principe établi en l'art 1384. Pour plus de clarté, nous le diviserons en trois sections : la première consacrée aux applications faites par le Code civil ; la deuxième à celles du Code de commerce ; la troisième à celles du Code pénal et à celles prévues par les lois forestières, sur la chasse et la pêche.

SECTION II. — *Cas prévus par le Code civil.*

§ 1. — Responsabilité des dépositaires des registres de l'état-civil.

L'art. 51 du Code civil déclare ces personnes civilement responsables des altérations faites aux registres de l'état-civil par les personnes qu'elles ont préposées à leur tenue. Cet article réserve aux dépositaires des registres une action récursoire contre ces employés in-

fidèles, mais ne nous dit pas si le juge peut les autoriser à prouver qu'ils ne sont reprochables d'aucune faute personnelle. Fidèle aux principes que nous avons exposés plus haut, nous admettons l'affirmative.

Il existe, selon nous, entre le dépositaire des registres de l'état-civil et ses employés la relation de commettant à préposé et nous renvoyons aux explications que nous avons données de ce chapitre en traitant ce qui concerne la preuve contraire.

§ 2. — Responsabilité des aubergistes ou hôteliers.

Les art. 1953, 1954 et suivants du Code civil s'occupent spécialement de l'obligation pour les aubergistes de répondre du vol ou du dommage des effets du voyageur, soit que le vol ait été commis ou que le dommage ait été causé par les domestiques et préposés de l'hôtellerie, soit par des étrangers allant et venant dans l'hôtellerie.

En ce qui concerne la responsabilité de l'hôtelier, il est bon de faire remarquer que la loi lui donne, comme point de départ, un contrat tacite de dépôt nécessaire, mais seulement en ce qui concerne le dommage causé aux effets du voyageur. S'il s'agissait de tout autre dommage, par exemple de celui causé à sa personne dans l'hôtel, il faudrait faire intervenir l'article 1384 et par conséquent rechercher s'il existe, pour donner nais-

sance à la responsabilité, la relation exigée par cet article entre l'agent du dommage et l'hôtelier.

L'art. 1954 nous dit que les hôteliers ne seront pas responsables des vols faits avec force armée ou autre force majeure, c'est une application du principe que la responsabilité civile repose toujours sur l'existence de quelque faute de celui qu'on entend rendre responsable.

La loi du 18 avril 1889 est venue limiter cette responsabilité à 1.000 fr. pour les espèces monnayées et les valeurs ou titres au porteur de toute nature non déposées réellement entre les mains des aubergistes ou hôteliers. Cette loi a pour but d'empêcher qu'ils ne soient écrasés sous le poids trop lourd d'une responsabilité illimitée. Le voyageur doit prouver l'apport de ses effets dans l'hôtellerie. La jurisprudence conclut de ce qu'il y a dépôt nécessaire que la preuve testimoniale sera admissible, mais que le juge sera toujours libre de l'admettre ou de la refuser suivant les qualités des personnes et les circonstances du fait. Art. 1348, 1950 C.C. Les juges pourront se déterminer d'après les présomptions de toute nature ; ils pourront aussi déférer le serment aux parties, mais en aucun cas la simple affirmation du défendeur ne suffira. Ajoutons que l'hôtelier ne serait pas dégagé de sa responsabilité parcequ'il aurait affiché dans ses chambres un avis : qu'il ne répond pas des bagages.

Que faut-il entendre par hôteliers ?

Les logeurs en garni sont assimilés aux hôteliers mais non les personnes qui, sans en faire profession louent en garni tout ou partie de leur maison.

On assimile encore aux hôteliers ou aubergistes les restaurateurs et ceux qui tiennent des cafés et des bains publics.

§ 3. — Responsabilité des voituriers.

Outre que le voiturier est soumis à la responsabilité générale de l'art. 1384 l'art. 1782 nous dit que les voituriers par terre et par eau sont assujettis, pour la garde et conservation des choses qui leur sont confiées, aux obligations dont il est parlé au titre du dépôt et du séquestre et qui incombent aux hôteliers. Sans plus de commentaires, nous concluons de l'article 1782 que les Compagnies de chemins de fer par exemple seront responsables civilement des vols et dommages des bagages à elle confiés par les voyageurs, quel que soit l'auteur du vol et du dommage, même si c'est un autre voyageur, mais que s'il s'agit de tout autre dommage (1) il faudra en revenir au droit commun de l'article 1384.

L'art. 1783 rend les voituriers responsables non-seulement de ce qu'ils ont déjà reçu dans leur bâtiment ou voiture, mais encore de ce qui leur a été remis sur le pont ou dans l'entrepôt pour être transporté.

La remise de l'objet détermine donc le moment où

1. Par exemple de dommage causé à la personne.

naît la responsabilité du voiturier ; mais, et c'est en cela que diffère la responsabilité du voiturier de celle de l'hôtelier, il n'y a plus de dépôt nécessaire et partant la preuve par témoins de ce dépôt ne sera admissible qu'autant qu'il s'agira d'une valeur de 150 fr. et au-dessous.

§ 4. — Responsabilité des locataires.

Les art. 1733 et 1734 modifiés par la loi du 5 janvier 1883 rendent les divers locataires d'une maison solidairement responsables de l'incendie proportionnellement à la valeur locative de la partie de l'immeuble qu'ils occupent. C'est aussi un cas de responsabilité du fait d'autrui, mais dans la pratique il se présente rarement sous ce jour étant donné qu'il est assez facile aux locataires de prouver que le feu n'a pas pris chez eux.

§ 5. — De la responsabilité du bailleur à raison des faits illicites et dommageables du preneur.

Le bailleur ne répond pas des faits du preneur, cela nous semble évident, et nous ne voyons pas de bonnes raisons du contraire. Le contrat qui intervient entre les propriétaires et les locataires ne fait naître aucun lien de dépendance entr'eux. Le rôle du propriétaire, qui est ordinairement passif, ne peut engager sa res-

pensabilité par le fait de son locataire. Il faudrait pour cela qu'il s'associe au dommage de ce dernier. La Cour de Cassation a formulé cette dernière idée en ces termes (1) : « Un propriétaire n'est pas en principe responsable des faits de jouissance de son locataire qui constitueraient un délit ou quasi-délit ; mais le propriétaire pourrait être tenu des conséquences civiles du mode de jouissance abusif ou illégal de la chose louée, si cet abus ou cette illégalité était l'effet nécessaire ou l'exécution des stipulations du bail. »

Dans ce cas le fait du fermier serait réellement le fait du bailleur et celui-ci en répondrait non en vertu de l'art. 1384 mais en vertu de l'art. 1382.

Que décider si l'un des locataires d'une maison trouble la jouissance de ses co-locataires ? Sans aucun doute ceux-ci peuvent s'adresser au propriétaire et obtenir de lui toute satisfaction, voir même des dommages-intérêts. Mais ce ne sera plus par application de l'art. 1384, ce sera en vertu des règles propres au contrat de louage, la faute du propriétaire sera une faute contractuelle dont nous n'avons pas à nous occuper ici.

1. Cassation, 12 juin 1855.

SECTION II. — *Hypothèses prévues par le Code de Commerce.*

§ I. — Responsabilité du commissionnaire de transport.

On appelle commissionnaire de transport celui qui se charge de traiter avec des voituriers pour le compte de ceux qui ont des marchandises à faire transporter (1).

D'après les art. 97 et 98 du code de commerce le commissionnaire de transport est responsable dans les mêmes cas que le voiturier, mais sa responsabilité est engagée alors même que la marchandise n'est plus dans ses mains, Le commissionnaire de transport, en effet, d'après les art. 97 et 99 est garant des faits des voituriers et commissionnaires intermédiaires auxquels il adresse les marchandises, soit que ces voituriers aient été désignés par l'expéditeur, soit que l'on ait dû de toute nécessité recourir à un voiturier déterminé. C'est ce qui arrive en matière de transport par chemins de fer. « Il résulte de là, disent MM. Lyon-Caen et Renault, que toutes les fois que l'un des voituriers est responsable, le commissionnaire de transport qui l'a précédé l'est aussi » (1).

C'est là un cas de responsabilité du fait d'autrui qui

1. Lyon-Caen et Renault. *Traité de droit commercial*, n° 508.

nous paraît bien rigoureux, il est vrai de dire que les commissionnaires auront un recours contre les voituriers, recours qui sera rarement illusoire.

§. 2. — Transports maritimes.

Le capitaine est tenu comme voiturier et comme commettant. Il est évidemment un voiturier par eau et les dispositions des art. 1782 et 1783 du code civil doivent lui être appliquées.

Vis-à-vis des gens de l'équipage il est un commettant, c'est lui qui les choisit et les dirige, il n'y a pas de doute à cet égard. Ceci rentre dans les cas de responsabilité que nous avons déjà étudiés, nous ne faisons que le mentionner. Mais voici apparaître un point intéressant en cette matière, il concerne le propriétaire du navire qui n'est pas en même temps capitaine. L'art. 216 du Code de commerce décide que le propriétaire qui n'est pas en même temps capitaine peut s'affranchir des obligations résultant de sa qualité à raison des faits et des engagements du capitaine par l'abandon du navire et du fret.

Il y a là quelque chose d'équivalent à ce qui se passait à Rome dans l'abandon noxal. L'ordonnance de 1681 mentionnait déjà cette faculté et le Code de commerce a repris cette tradition. La loi du 14 juin 1841 a nettement indiqué que l'abandon s'appliquait aux en-

gagements comme aux fautes du capitaine. Le motif de cette restriction aux principes de la responsabilité est l'encouragement du commerce maritime en n'imposant pas des charges trop lourdes aux armateurs.

M. Boistel dit à ce sujet que cette faveur accordée aux armateurs peut se retourner contre eux car les prêteurs n'ayant pas à attendre une garantie personnelle exigent une garantie réelle et les capitaines ne trouveront pas à emprunter à la grosse. Il ne pourrait en être autrement que si les armateurs s'obligeaient personnellement envers les prêteurs ce qui serait possible par le télégraphe, ou s'ils ratifiaient plus tard les engagements du capitaine, alors ils pourraient être poursuivis sur leur fortune de terre.

SECTION III. — *Responsabilité établie par le Code Pénal, la loi rurale, le Code Forestier et la loi sur la chasse.*

§ 1. — Responsabilité spéciale aux hôteliers.

Le Code Pénal, art. 73 déclare les hôteliers responsables civilement des restitutions, indemnités adjugées à ceux qui auraient subi un dommage causé par quelqu'un qu'ils auraient logé plus de 24 heures sans l'inscrire sur un registre à ce destiné.

§ 2. — La loi rurale, loi forestière, loi sur la chasse et la pêche.

Appliquent le principe de la responsabilité des maîtres et commettants.

La loi des 22 septembre et celle du 6 octobre 1791 article 7, titre II déclarent les maîtres et entrepreneurs responsables des délits ruraux commis par leurs subordonnés

La loi forestière, article 206, la loi du 15 avril 1829 sur la pêche pluviale et celle du 3 mai 1844 sur la chasse ont consacré aussi la responsabilité des maîtres et commettants conformément au droit commun.

Nous n'avons pas la prétention d'avoir examiné dans ce chapitre toutes les applications de principes édictées par l'article 1384, nous parlerons du reste dans notre deuxième partie de la responsabilité spécialement établie par la loi de vendémiaire an IV pour les communes.

APPENDICE

DE L'ACTION RÉCURSOIRE.

Après avoir assuré, autant qu'il lui était possible de le faire, la réparation du préjudice causé à la victime du délit, le législateur devait naturellement songer à rétablir l'ordre logique de choses qu'il ne s'était résigné à déranger que par suite des hautes considérations d'intérêt public ; alors il devait faire porter à chacun, le poids de sa propre responsabilité, faire qu'en définitive ce soit l'auteur véritable du dommage qui le répare.

Ce résultat sera obtenu par l'action récursoire que la loi donne à ceux qui sont responsables du fait d'autrui et qui peut être exercée par le responsable, sous forme de garantie soit dans l'instance même où il est l'objet de la demande en dommages-intérêts de la part de la partie lésée soit dans une instance séparée.

Cette action a ses règles propres et n'est pas accordée également à tous les responsables.

Écoutez un peu Sourdat sur ce point :

« La question relative au recours du responsable contre l'auteur personnel du dommage ne peut se résoudre qu'en faisant des distinctions :

1° Toutes les fois que l'agent du dommage n'est pas tenu personnellement à raison de son état ou de sa capacité générale : comme l'enfant, le fou, il ne peut être condamné directement au profit de la partie lésée et ne peut l'être davantage au profit et sur le recours de la partie responsable. Celle-ci est d'autant moins recevable à exercer un tel recours que, le plus souvent, elle a commis une faute en ne surveillant pas cet incapable confié à ses soins ;

2° Si l'agent est personnellement susceptible de répondre de ses actes, il faut faire une autre distinction : ou le dommage résulte en entier de la faute de cet agent, ou la faute sera commune à l'agent et au responsable, ou enfin elle ne sera imputable qu'au responsable aux ordres ou instructions duquel l'agent se sera conformé. S'il n'y a faute que de l'agent, le responsable vis-à-vis des tiers, aura son recours contre lui pour le tout ; si la faute est commune, pour la partie mise à sa charge par les tribunaux. Si c'est en suivant les ordres ou instructions du responsable que l'agent a causé le dommage, le responsable n'a aucun recours ».

Nous n'avons rien à ajouter à ces idées extrêmement

simples et exprimées en un langage si clair qu'il n'appelle aucun commentaire :

Nous allons passer en revue les différents cas de responsabilité civile du fait d'autrui et montrer comment pour chaque cas particulier, il faut appliquer les règles que nous venons d'énoncer.

I. — *Action récursoire des père et mère.* — Ils ne pourront exercer aucun recours contre leurs enfants en bas âge, ayant agi sans discernement, et ceci me paraît certain et fondé sur des considérations de grande valeur. Considérations que nous avons tout à l'heure relatées dans l'opinion de Sourdat et que nous exprimerons autrement en disant que l'enfant qui agit sans discernement n'a aucune culpabilité propre, vu qu'il est inconscient de ses actes.

« Le père n'a pas de recours contre son enfant, auquel le préjudice ne serait pas imputable à cause de son âge et du défaut de discernement » (Dalloz).

Ce qui le différencie de l'adolescent qui, lui aussi, engage vis-à-vis de la société la responsabilité de ses parents, mais qui en réalité, sachant très bien ce qu'il fait, est seul coupable doit en définitive supporter les conséquences de sa faute. Certains auteurs prétendent qu'il n'y a pas à tenir compte si l'enfant a agi ou non avec discernement. Quand il s'agit d'accorder à ses parents l'action récursoire contre lui, mais qu'il faut plutôt se demander si les parents ont pu ou non empêcher le dommage causé par leurs enfants ; sauf bien

entendu à leur imposer la charge d'en faire la preuve.

Nous répondrons à ces auteurs que si les parents étaient parvenus à faire cette preuve, ils n'auraient pas été responsables.

On nous demande : à quelle époque limiterait-on l'âge du non discernement ? Mais ce sera là pure question de fait à résoudre par le magistrat qui ne manquera pas de moyens d'appréciation, ni de terme de comparaison. Le Code pénal n'a-t-il pas établi une présomption de non discernement.

II. — *Action récursoire du tuteur.* — Nous avons, on se le rappelle assimilé complètement, en ce qui concerne la responsabilité civile, le tuteur aux parents.

Nous continuerons cette assimilation et décidons que le tuteur aura l'action récursoire dans tous les cas où les parents l'auront. L'art. 28 de la loi de 1844 sur la chasse, en établissant la responsabilité civile des père, mère et tuteur, maîtres et commettants pour le fait de leurs enfants mineurs, non mariés, pupilles, demeurant avec eux, domestiques ou préposés, ajoute, sauf tout recours de droit et d'après le même article, la responsabilité doit être réglée conformément à l'art. 1384, Code civil, il en résulte que le tuteur est mis sur la même ligne que les père et mère qu'il remplace. Aussi bien quand il s'agit du recours que quand il s'agit de la responsabilité.

III. — *Action récursoire des maîtres et commettants.* — Chaque fois que le dommage ne résultera pas

directement de l'ordre donné, chaque fois que le préposé ne pourra invoquer son obéissance passive, à plus forte raison quand le maître avait défendu (1) le fait qui avait entraîné sa responsabilité, dans tous ces cas l'action récursoire ne pourra être mise en jeu.

Il serait trop long d'envisager différentes espèces, elles sont toutes soumises aux mêmes règles.

IV. — *Action récursoire des instituteurs et artisans.* — Il faudra leur donner droit à l'action dans les mêmes cas et sous les mêmes conditions dont ils sont les représentants. Une question se pose spécialement ici : Contre qui peut être dirigée l'action ? Peut-elle être contre les parents ? ou seulement contre l'enfant.

Voici sur ce point l'opinion proposée par M. Weiss (2).

« Je ne pense pas que le patron ou l'instituteur dans le cas où ils auraient payé aient un recours à exercer contre les parents de l'enfant, on ne voit pas bien sur quoi pareil recours serait fondé, les parents n'ont-ils pas délégué leur pouvoir de surveillance » ?

V. — *Action récursoire de l'état, des départements et communes.* — A l'égard de cette administration rien de particulier à dire, elles sont soumises au droit com-

1. Dans le cas où malgré la défense du maître, l'employé avait fait l'acte de tuteur, il y a lieu à responsabilité parce que le maître est coupable de n'avoir pas veillé à ce que l'ouvrier n'enfreigne pas ses ordres.

1, Cours droit civil, 1897-98.

2. Mâcon, 22 décembre 1892.

mun et ont l'action récursoire au titre de commettant² vis à vis et préposés. Exemple : La ville responsable à l'occasion d'un emprunt municipal a le droit d'exercer un recours contre le maire son préposé qui par sa faute n'a pas au temps voulu mis obstacle aux actes délictueux du banquier chargé d'émettre l'emprunt.

DEUXIEME PARTIE

CHAPITRE I

RESPONSABILITÉ DE L'ÉTAT A RAISON DES ACTES DE SES AGENTS.

SECTION I. — *Généralités sur les fautes des agents de l'Etat. Exposé général des diverses théories sur la responsabilité civile de l'Etat.*

L'État nomme de nombreux agents, il paie des fonctionnaires de tout ordre, emploie même des ouvriers dans ses manufactures et ses arsenaux : devra-t-il réparer le préjudice causé par une de ses personnes à quelqu'autre ? Faudra-t-il déclarer l'État responsable et mettre à sa charge la dette ainsi créée ou bien décider que l'agent est personnellement et directement responsable. Telle est la question posée et pour la résoudre il importe avant d'examiner la question de compétence

de passer en revue les divers actes qui peuvent donner naissance à un préjudice et de là à une action en responsabilité civile.

Evidemment le demandeur aura toujours intérêt à prouver que l'État est civilement responsable : Le crédit de l'État permettant de lui assurer le paiement certain de la somme qu'il réclame tandis qu'il pourrait se trouver en fait désarmé contre un agent peut-être insolvable. Mais, d'autre part, l'intérêt général exige, un examen attentif et sérieux, des conditions de responsabilité de l'État et l'on ne saurait aux dépens du budget donner ainsi satisfaction à toutes les demandes ni couvrir en tous cas la responsabilité de l'agent qui se trouve directement l'auteur de l'acte incriminé.

Tout d'abord l'État est-il soumis aux règles du droit commun et les articles 1382 et suivants du Code civil peuvent-ils lui être appliqués? Pourquoi non, disent certains auteurs, l'État ne peut pas plus qu'un simple particulier échapper à la responsabilité civile en sa qualité de maître ou commettant et il importe qu'il soit déclaré responsable du fait de ses domestiques ou préposés, quand ils agissent dans l'exercice de leurs fonctions.

D'autres prétendent que les agents de l'État ne sont que ses mandataires et qu'il n'est tenu d'exécuter que ses engagements qu'ils ont contractés conformément à ses
voirs reçus. A vrai dire, qu'il s'agisse d'

domestique ou préposé responsable personnellement en dehors de ses fonctions ou d'un mandataire responsable également, la situation de l'État nous paraît assez semblable dans les deux cas ; mais, de plus, nous croyons qu'il est bien difficile de ne pas reconnaître autre chose qu'un mandataire dans le fonctionnaire, et surtout dans l'ouvrier de l'État.

Contre les auteurs qui prétendent soumettre l'État au droit commun, d'autres se présentent et donnent à l'appui de leur théorie, des raisons assez probantes. Le Code civil, disent-ils, n'a pu viser l'État dans l'article 1382, puisque cet article porte « tout fait de l'homme » et que d'autre part, toutes les fois que l'État est soumis au droit commun, le Code l'indique explicitement, comme par exemple, dans l'article 2227 pour certaines prescriptions.

De plus, ajoutent-ils, la situation de l'État vis-à-vis de ses agents, n'est pas celle de maître à domestique, de commettant à préposé, ni même de mandant à mandataire, c'est une situation toute particulière, en raison même de la personnalité toute spéciale de l'État. L'État puissance publique a des fonctionnaires pour la gestion d'intérêts généraux, il les recrute quelquefois au concours, souvent il est même obligé de les admettre, et en tous cas, leur nombre considérable ne lui permet pas d'inspection suffisante. Ceci n'est pas douteux, mais peut-être ne devrait-on pas en tirer nécessairement cette conclusion que les articles 1384 et suivants du

Code ne peuvent s'appliquer à l'Etat. Tout d'abord, il paraît certain que l'Etat a bien avec certains de ses agents, les rapports de maître à domestique, ou si l'expression paraît blessante, ceux de commettant à préposé. D'autre part, prétendra-t-on tirer un argument sérieux du nombre des agents ? mais c'est précisément ce nombre qui rend les contestations plus fréquentes et la surveillance plus nécessaire. Sans doute, les inspecteurs, dit-on, ne peuvent être inspectés par personne, mais, il serait curieux d'en conclure que l'Etat, personne morale, par cela même qu'il ne peut lui-même effectuer un contrôle, doit se trouver échapper à la responsabilité de droit commun. Il existe aussi des Sociétés, des exploitations qui n'ont qu'un directeur et jamais on n'a songé à faire échapper la société elle-même aux conséquences de certains accidents, parce que le directeur est le seul inspecteur général de l'exploitation. L'Etat ne peut-il d'ailleurs révoquer les inspecteurs qu'il a choisis lui-même ou tout au moins imposer des conditions sérieuses de capacité ? Ceci est évident.

Il nous paraît assez singulier aussi de prétendre que le choix de certains agents : le choix des soldats, par exemple, est imposé à l'Etat, et d'en déduire immédiatement que les fautes par eux commises même dans le service, n'entraînent pas une véritable responsabilité.

Certainement l'Etat prend comme soldats, ceux qui sont aptes à servir, mais cette aptitude prouve-t-elle

que les accidents de tir par exemple, ne mettent pas la réparation du préjudice à la charge de l'Etat en vertu des principes généraux de l'article 1384. L'ouvrier d'un particulier qui blesse un de ses concitoyens en mettant le feu à une mine est peut-être lui aussi irresponsable personnellement que le soldat qui blesse un individu. Il apparaît même que la responsabilité de l'Etat est plus engagée encore que celle du patron de cet ouvrier car, c'était à l'Etat de prendre les mesures tout exceptionnelles que nécessitent les champs de tir, et aux officiers de veiller à ce que toutes les prescriptions soient observées. Sans doute, la surveillance est très difficile, mais, jamais encore on a admis que les industriels, et les patrons qui occupent des centaines d'ouvriers soient moins responsables que les autres, à cause de cette difficulté même.

En pratique d'ailleurs, que ce soit en vertu du Code civil, ou simplement de principes généraux de justice, on tend de plus en plus à étendre la responsabilité de l'Etat, et à permettre à la plupart des particuliers lésés d'obtenir réparation du préjudice qui leur a été causé par les agents de l'Etat.

Pour arriver à connaître les cas dans lesquels l'Etat sera ou non responsable civilement des actes de ses agents, il faut nécessairement passer en revue les diverses catégories d'actes qu'ils peuvent accomplir :

avec la nature même de ces diverses catégories que variera l'étendue de la responsabilité de l'Etat.

SECTION II. — *L'acte personnel et l'acte inhérent à la fonction. Actes de puissance publique, actes législatifs. Faits de guerre. Loi du 8 juin 1895 sur les erreurs judiciaires. Etat propriétaire de son domaine privé.*

Il importe, en tous cas, de distinguer entre l'acte personnel de l'agent, acte accompli, par exemple, hors de son service, et d'autre part, l'acte qu'il accomplit en vertu des ordres qu'il a reçus ou de sa fonction même.

Tout d'abord, le fonctionnaire, en dehors de sa fonction même, peut accomplir certains actes préjudiciables qu'on ne saurait en aucune façon imputer à sa qualité d'agent de l'État: un officier qui blesse un particulier dans une promenade à cheval, en dehors de son service, un conducteur des ponts qui détériore une voiture sans avoir eu le droit de s'en servir, commettent évidemment des fautes personnelles, dont l'État ne doit nullement supporter les conséquences dommageables.

D'autres fois, la distinction est plus difficile à établir entre la faute administrative et la faute personnelle, par exemple pour un facteur qui a donné à une lettre

une fausse direction, pour des employés de télégraphe qui ont mal transmis des dépêches importantes, pour un sous-préfet qui a rendu nulles les opérations du tirage au sort en négligeant auparavant de s'assurer du nombre des numéros. Dans tous ces cas apparaît cependant la faute personnelle, mais déjà plus identifiée avec la fonction même. Les exemples pourraient d'ailleurs être multipliés à l'infini, quelquefois l'on y trouve une distinction tout-à-fait subtile, comme dans le fait du portier-consigne d'un établissement de l'État, qui, chargé de répandre des boulettes dans l'intérieur de cet établissement commet une faute personnelle, en attirant lui-même les chiens errants et en provoquant plus directement l'empoisonnement!

En principe général, on peut seulement se reporter aux conclusions données en 1877 devant le Tribunal des Conflits, pour établir les distinctions nécessaires entre la faute personnelle et la faute administrative (Laumonnier-Carriol, 5 mai 1877). « Si l'acte domma-
« geable est impersonnel, s'il révèle un administrateur,
« un mandataire de l'État plus ou moins sujet à erreur,
« et non l'homme avec ses faiblesses, ses passions,
« ses imprudences, l'acte reste administratif. Si au con-
« traire, la personnalité de l'agent se révèle par des
« fautes de droit commun, par une voie de fait, un dol,
« alors la faute est imputable au fonctionnaire, non à
« la fonction ».

Dans certains cas d'ailleurs, l'acte administratif du

fonctionnaire peut être annulé pour excès de pouvoir, mais cette annulation n'entraîne pas immédiatement l'idée d'une faute personnelle et d'une responsabilité de l'agent. Dans l'affaire Lemonnier-Carriol, portée le 5 mai 1877 devant le tribunal des Conflits, le propriétaire d'une fabrique d'allumettes illégalement fermée, avait fait annuler par excès de pouvoir les décisions ordonnant la fermeture. Le tribunal d'Angers, devant lequel il avait assigné le Ministre des finances et le Préfet de Maine-et-Loire, avait soutenu cette thèse que « la forme brisée, l'excès reste et la justice civile « est juge des conséquences ». Au contraire le tribunal des Conflits a décidé que les arrêtés annulés étaient des actes administratifs, auxquels l'annulation prononcée par le Conseil d'Etat n'avait pu faire perdre ce caractère ».

Il est certain d'ailleurs que la jurisprudence contraire aurait rendu très difficile toute décision administrative, en entraînant comme conséquence de l'excès de pouvoir, une responsabilité pécuniaire personnelle de certains agents de l'Etat.

L'excès de pouvoir n'implique pas toujours une faute personnelle, et l'annulation pour ce motif n'indique pas nécessairement un abus de pouvoir, puisque des incorrections de forme, des erreurs de compétence peuvent l'entraîner.

En principe, les actes législatifs ne sauraient entraîner la responsabilité civile de l'État, la loi impose dans l'inté-

rêt de tous, certains sacrifices auxquels doit se soumettre tout individu vivant dans une société civilisée. Le législateur peut donc exiger des particuliers certains actes évidemment dommageables, mais sans indemnité. C'était autrefois le droit commun, mais, on tend de plus en plus à créer des exceptions nombreuses, afin de protéger autant que possible les intérêts des particuliers, tout en édictant les mesures que réclame l'intérêt général.

C'est ainsi que les lois sur l'expropriation, sur les occupations temporaires, l'élargissement des voies publiques prévoient un droit à indemnité et par des règles minutieuses et strictes permettent aux particuliers d'exercer leurs droits.

Le pouvoir exécutif peut en vertu de l'autorité gouvernementale faire certains actes qui échappent à tout recours, de telle sorte que le préjudice causé ne saurait entraîner d'autre responsabilité que la responsabilité politique devant les Chambres.

Le président ou les ministres prennent souvent des mesures qui blessent les intérêts privés, en vue d'une nécessité publique : ce sont par exemple des mesures de sûreté générale, celles résultant de la déclaration de l'Etat de siège, ou de décisions relatives à des dynasties déchues. Ce sont encore les mesures de police sanitaire, par exemple le sabordage d'un navire infecté de la fièvre jaune, l'abattage d'animaux suspects, ou des interdictions de la consommation de cer-

taines céréales ou autres denrées alimentaires, si l'on craint une disette ou un renchérissement abusif.

En tous ces cas, il y a des actes faits en vertu des pouvoirs propres à toute autorité gouvernementale, et la nature de ces actes permet de les soustraire à tout recours tendant à l'allocation d'une indemnité.

L'action diplomatique rentre évidemment dans les attributions gouvernementales du pouvoir exécutif. Les actes d'exécution résultant d'une convention internationale, d'un traité de paix, d'alliance, etc, échappent donc à tout recours devant la juridiction contentieuse : C'est ainsi que le Tribunal des conflits et les Compagnies d'Etat ont jugé à l'égard d'un sous-préfet qui avait été chargé d'assurer en exécution de conventions conclues avec l'Espagne, le passage de troupeaux se rendant à des pâturages sur le territoire français (1), et à l'égard de maires qui, en vertu de la convention de Ferrières avaient requis des logements pour les troupes Allemandes d'occupation (2).

Les particuliers ne pourraient pas non plus exiger de l'Etat une réparation pécuniaire du dommage qui leur peut être causé par les actes ou les refus d'agir des agents diplomatiques ou consulaires. Il importe en effet que l'Etat soit seul juge de l'opportunité des réclamations à introduire, ou des mesures de protection à prendre. Aussi l'intérêt privé doit-il ici céder la

1. *Conflits* 15 nov. 1879, Picard.

2. C. d'Etat, 14 mars 1878. Goulet, 23 juillet 1875. Villebrun.

place à l'intérêt général, et si l'Etat par exemple, ne croit pas devoir prendre la défense de certains de ses nationaux, ni réclamer en leur nom des indemnités aux Etats Etrangers, le particulier lésé n'aura droit en aucune manière au moyen de rendre l'Etat responsable du préjudice dont il a refusé de demander réparation.

Ce qui est plus grave encore, c'est qu'alors même que des indemnités ont été accordées par les Etats Etrangers, le conseil d'Etat se refuse absolument à clore à ce moment la période de l'action diplomatique. La répartition entre les intéressés des sommes remises échappe également à tout recours contentieux, et l'Etat peut encore statuer en toute indépendance, à moins qu'il ne s'agisse de rapports entre co-associés ou co-intéressés : en effet, l'autorité judiciaire resterait alors juge de cette contestation puisqu'il s'agirait de rapports purement personnels à déterminer.

En vertu des principes que nous venons d'exposer, le Conseil d'Etat ne pourrait évidemment connaître des réclamations tendant à faire déclarer l'Etat responsable au cas d'expulsions de sujets français des pays étrangers par nos consuls. Un édit de juin 1778, confirmé implicitement par la loi du 26 mai 1836 permet en effet à nos agents consulaires de faire arrêter et renvoyer en France « par le premier navire de la nation, tout « français qui par sa mauvaise conduite et ses intrigues, pourrait être nuisible au bien général ». Ce sont des actes particulièrement graves sans doute,

mais pour lesquels il importe de laisser aux consuls toute initiative, et la jurisprudence, leur reconnaît le caractère d'acte de gouvernement.

En matière de faits de guerre les armées nationales peuvent causer nombre de dégâts, occasionner de graves préjudices aux habitants ou à leurs biens. Cependant, l'Etat ne peut en principe être ici déclaré responsable. Tout d'abord les réclamations d'indemnité, si légitimes qu'elles puissent paraître seraient innombrables, et l'Etat se trouverait sans doute supporter la réparation de dommages causés par l'ennemi lui-même, et par les maraudeurs de tout genre : ce serait donner carrière à toutes les convoitises, à tous les désirs de ceux qui trouveraient là un moyen trop facile de s'enrichir aux dépens de tous. D'autre part, la guerre est un mal sans doute, mais un mal nécessaire, dans lequel tous doivent sacrifier et leurs biens et leurs personnes. il serait donc injuste de laisser la même contrée dévastée et ruinée par la plupart des guerres, tandis que le reste du pays ne subirait que par hasard le passage des troupes, et le contre-coup des batailles.

C'est pour ce dernier motif que l'État a toujours accordé généreusement des indemnités aux habitants lésés. Mais, le législateur n'a pas entendu rendre l'État responsable : c'est à titre de don que l'indemnité fut accordée, et les commissions spéciales après 1815, comme après 1870, ont toujours pu répartir sans appel, l'ensemble des sommes votées, sous la seule condition

d'observer les règles de forme également imposées.

L'État est donc en principe exempt de toute responsabilité, s'il s'agit d'actes législatifs, d'actes de gouvernement, ou de faits de guerre, quelles que soient les fautes imputées à ses agents. C'est qu'en effet les actes dont nous venons de parler sont des manifestations de la souveraineté et ce mot de souveraineté semble bien en tous cas supprimer une responsabilité qui la rendrait illusoire.

L'exercice du pouvoir judiciaire est aussi une manifestation de la souveraineté, et, avant la loi du 8 juin 1895, la responsabilité pécuniaire de l'État ne pouvait en principe découler de l'erreur des juges. Actuellement au contraire, l'État supporte les conséquences de cette erreur et, le jugement de révision, ou l'arrêt qui reconnaît l'innocence d'un condamné permet à celui-ci ou même à ses héritiers d'obtenir des dommages intérêts.

Rien de plus juste d'ailleurs, car le juge a pu être trompé par les apparences, et nul ne saurait prétendre, à moins de faute des plus lourdes, déclarer le magistrat pécuniairement et personnellement responsable. Ce serait édicter une règle absurde, celle de l'infailibilité d'un homme. Mais, il serait absolument contraire à toute justice de borner la réparation du préjudice à une réhabilitation si éclatante qu'elle soit : l'indemnité s'impose et c'est à l'État de supporter cette charge parce que c'est en son nom et dans

l'intérêt général que toute condamnation criminelle ou correctionnelle est prononcée.

La responsabilité de l'État exceptionnellement admise, dans certains actes de souveraineté, est en raison inverse de la puissance dont l'administration est investie. Par suite, elle est différente suivant qu'il s'agit d'actes de puissance publique, d'actes de gestion en vue de services publics ou d'actes de gestion du domaine privé.

Les actes de puissance publique, en principe, ne peuvent donner naissance à une action en responsabilité contre l'État. Par exemple, la destruction d'un étang insalubre, la fermeture d'un établissement dangereux de première classe sont des actes de puissance publique ne donnant lieu à aucune indemnité s'ils sont pris dans les formes légales.

De même les mesures disciplinaires prises par les fonctionnaires hiérarchiquement supérieurs, à l'encontre de leurs inférieurs. Ce n'est pas que le fonctionnaire lésé ne puisse faire prononcer l'annulation d'un acte illégalement accompli, il peut obtenir même dans certains cas un rappel de solde ou de traitement, mais il ne saurait exiger de l'État ~~une~~ indemnité.

De même encore pour les règlements de police qui auraient entraîné des accidents ou des dommages, et nous savons déjà que l'annulation pour excès de pouvoir ne peut suffire à légitimer une action en indemnité contre le fonctionnaire.

Mais, l'acte de puissance publique peut n'exister qu'en apparence, et dissimuler un acte de nature toute différente par détournement de pouvoirs.

En ce cas, il peut y avoir lieu à indemnité de l'Etat et c'est ainsi que le conseil d'Etat a admis cette conséquence dans l'affaire Laumonnier-Carriol : en effet, Des usines avaient été fermées par arrêté préfectoral sous prétexte d'application des lois sur la police des industries dangereuses, tandis qu'en réalité, l'on voulait ainsi dispenser l'Etat des dépenses d'expropriation entraînées par l'application de la loi du 2 août 1872.

L'acte incriminé peut être un acte de gestion en vue des services publics ou du domaine privé. Dans le premier cas, il faut nécessairement pour obtenir une indemnité la lésion d'un droit, une faute de l'administration et un dommage actuel et direct.

L'Etat ne peut laisser sans réparation le préjudice causé, mais d'autre part la responsabilité personnelle des agents, ne saurait être toujours admise, sans créer des inconvénients graves pour les réclamants et une charge pour les fonctionnaires eux-mêmes.

L'Etat par exemple est responsable des accidents causés par les exercices de tir, mais, le voisinage d'un champ de tir, ou celui d'une poudrerie ne sauraient créer une action en indemnité parce que le danger de ce voisinage occasionne peut entraîner une diminution de valeur, sans causer un dommage matériel et direct.

Cependant la gestion de certains services publics pourrait entraîner des conséquences si lourdes que l'Etat a quelquefois limité le chiffre de l'indemnité qui lui sera réclamé, au cas de préjudice causé à quelque personne.

C'est ainsi que l'Etat n'a accepté aucune responsabilité pour la perte de lettres ou de dépêches ordinaires et fixe une indemnité forfaitaire en cas de perte de lettres ou d'objets recommandés et de valeurs déclarées.

Il faut d'ailleurs remarquer que la responsabilité de l'Etat n'est en jeu dans la catégorie d'actes dont nous occupons que si le préjudice est la conséquence d'une organisation défectueuse des services, par exemple, d'une insuffisance de surveillance ou de personnel. Au contraire, s'il s'agit de fautes personnelles, d'imprudences ou de négligences imputables à un agent, cet agent sera personnellement responsable et nous avons déjà vu plus haut qu'il en serait ainsi au cas de fausse direction donnée à une dépêche ou à une lettre ordinaire.

Les services de la guerre ou de la marine peuvent entraîner pour l'Etat de lourdes responsabilités, en effet, non seulement les champs de tir, mais, les exercices militaires de toute nature, le service des plantons à cheval, des bicyclistes, des voitures militaires entraînent très fréquemment des accidents graves dont les

conséquence se trouvent à la charge de l'Etat, qui s'identifie avec la fonction cause du dommage.

C'est aussi l'Etat qui se trouve responsable des accidents causés par la négligence ou l'imprudence des officiers de port. C'est une juste conséquence des règlements maritimes qui ordonnent aux capitaines de se conformer aux indications de ces officiers; ces indications doivent éviter la majeure partie des accidents, et le capitaine forcé d'abdiquer son autorité devant les ordres qu'il reçoit, peut justement réclamer une indemnité au cas de fausses manœuvres lui causant un préjudice.

Quant aux accidents résultant du fait d'ouvriers de certaines manufactures de l'Etat ou d'arsenaux, le conseil d'Etat après avoir refusé d'admettre la responsabilité civile de l'Etat tend de plus en plus à élargir cette responsabilité.

L'Etat propriétaire de son domaine privé est soumis en principe aux responsabilités de droit commun. Le fait des préposés de l'Etat, les accidents causés par des animaux ou la chute d'édifices faisant partie de son domaine privé, sont autant de cas dans lesquels les articles 1384, 1385, 1386 du Code civil reçoivent une parfaite et juste application.

En matière d'exploitation de chemins de fer, l'Etat d'après l'article 22 de la loi du 18 mai 1878 « est sou-
« mis envers les particuliers à la même responsabilité
« que les concessionnaires ou fermiers d'un chemin de

« fer, si le chemin de fer est exploité à ses frais ou pour son compte ».

C'est qu'en effet, l'Etat dans ce cas ne gère pas un service public, mais une entreprise de transports, une exploitation commerciale.

Les révocations de certaines concessions du domaine privé, les troubles dans la jouissance de la pêche ou de la chasse que l'Etat peut donner à bail, donneront également naissance à des actions en indemnités soumises aux règles ordinaires.

Il nous reste maintenant pour terminer cette étude à examiner la question des compétences, question des plus graves et des plus délicates.

SECTION III. — *Compétence en matière de responsabilité civile de l'Etat. — Compétence administrative. — Tribunaux judiciaires au cas de faute personnelle de l'agent. — Lois spéciales sur les douanes, les Postes, les contributions indirectes et les chemins de fer.*

En cette matière, nous rencontrerons successivement la compétence judiciaire, et la compétence administrative.

Certains auteurs prétendent que l'Etat devrait être en principe, soumis au droit commun, mais nous savons

ce qu'il faut penser de l'application à l'Etat des articles 1382 et suivants du Code civil.

La Cour de cassation a plusieurs fois décidé que l'Etat commettant était responsable devant les tribunaux judiciaires du fait de ses préposés, du moment où ce fait se produisait dans les fonctions auxquelles ceux-ci étaient employés. « La compétence est générale et ne saurait être modifiée parce que les faits de négligence ou d'imprudence constitueraient en même temps des infractions de la part des employés des administrations publiques aux règlements de ces administrations ».

Le Conseil d'Etat jusqu'en 1870 fonde au contraire le principe de la compétence administrative sur ce que les tribunaux administratifs doivent seuls apprécier les rapports de l'Etat avec ses agents, et d'autre part sur l'incompétence des tribunaux ordinaires pour connaître des actions tendant à faire déclarer l'Etat débiteur. Ce dernier motif a disparu depuis que le Tribunal des conflits ne vise plus en matière de liquidation des dettes de l'Etat que les lois générales sur le principe de la séparation des pouvoirs, laissant de côté les lois du 8 août 1790 et 26 septembre 1793.

Le Tribunal des conflits et le Conseil d'Etat affirment en principe la compétence administrative en matière de responsabilité civile de l'Etat, même quand il s'agit du fait d'ouvriers employés dans une manufacture de tabacs (Blanco, Conseil d'Etat, 1^{er} février 1873), et à

plus forte raison de blessures causées par des militaires en service commandé.

La Cour de cassation semble d'ailleurs se rallier à cette jurisprudence, puisqu'un arrêt du 4 avril 1876 porte « qu'il appartient à l'autorité administrative seule, « de rechercher si l'administration ou ses agents ont « agi dans la limite des instructions qu'ils ont reçues ; « et quelle peut être la responsabilité qui incombait « à l'État en raison des prétendues fautes commises « dans un service public ».

De même encore un arrêt du 19 novembre 1883 reconnaissant la compétence des tribunaux administratifs en matière de dommage causé à un navire dans un port par la faute des agents de l'État chargés de la surveillance.

D'ailleurs même si le fonctionnaire est appelé devant un tribunal ordinaire pour une faute personnelle, l'État civilement responsable est renvoyé devant la juridiction administrative et c'est encore cette juridiction qui statue si l'État se trouve appelé en garantie par le fonctionnaire (1).

Le fonctionnaire responsable d'une faute personnelle est au contraire poursuivi devant les tribunaux judiciaires par application de l'article 1382 du Code civil. Ce n'est plus en qualité de fonctionnaire mais de simple citoyen ayant causé à autrui et par son fait un préjudice qu'il est responsable de l'acte qu'il a commis.

1. Conflits, 20 mai 1882. De Divonne.

L'État, propriétaire du son domaine privé est également poursuivi devant les tribunaux administratifs quand il est responsable qualité de propriétaire de son domaine public. Exemple : La chute d'un édifice du domaine privé lorsqu'elle cause un dommage constitue pour l'État une charge de droit commun tandis que le même accident causé par le mauvais état d'un édifice public donnerait compétence aux tribunaux administratifs en vertu de la loi du 28 pluviôse an VIII.

Compétence judiciaire en vertu de textes spéciaux.

— Quelquefois la compétence judiciaire résulte expressément de textes spéciaux : c'est ainsi par exemple qu'en matière de douanes, la régie est responsable du fait de ses préposés (1) devant les tribunaux ordinaires ; de même la régie des contributions indirectes peut être condamnée par eux non seulement aux frais, mais à une indemnité proportionnée à la valeur des objets pendant la saisie (2).

L'administration des Postes peut être dans les mêmes conditions déclarée responsable de la perte des valeurs déclarées, sauf le cas de force majeure (3). Nous savons déjà, d'autre part, que l'État exploitant un chemin de fer à ses frais, encourt la même responsabilité que le particulier, ce qui entraîne une assimilation de compétence (4).

1. Loi du 22 août 1791, tit. XIII, art. 19.

2. D. du 1^{er} germinal an XIII, art. 29.

3. L. 4 juin 1859. 25 janv. 1873.

4. L. du 15 juil. 1845, art. 22.

CHAPITRE II

RESPONSABILITÉ DES DÉPARTEMENTS ET DES COMMUNES A RAISON DES ACTES DE LEURS AGENTS.

Après l'examen de la responsabilité civile de l'Etat à raison des fautes de ses agents, il convient d'examiner, dans les mêmes limites, quelle peut être la responsabilité d'une commune ou d'un département.

La jurisprudence du tribunal des conflits repose, sur cette considération qu'il n'y a pas entre l'administration et ses agents des rapports de commettant à préposé, selon la définition de l'art. 1384 du Code civil, mais des rapports d'ordre administratif.

Ainsi, la compétence échapperait aux tribunaux administratifs, quand l'action en responsabilité serait dirigée contre une commune à raison de fautes imputables au maire, à des agents communaux, ou au conseil municipal, ou bien contre un département, s'il s'agissait de fautes du préfet, du Conseil général ou d'agents du département.

Cependant, il faut bien admettre que l'acte incriminé rentre absolument dans certains cas, dans ce que l'on appelle fort justement la faute personnelle, et d'autre part, il existe bien en effet parmi les agents départementaux ou communaux de véritables préposés ou commettants selon la définition de l'art. 1384 du Code civil : les pâtres communaux par exemple, semblent à coup sûr rentrer dans cette catégorie, et il faudrait conclure de même s'il s'agissait de personnes chargées spécialement par le département ou la commune de la gestion de certaines propriétés de leur domaine privé.

Nous verrons d'autre part, en traitant de la responsabilité de la commune, à raison de certains dommages causés par ses habitants ou présumés tels, que l'autorité judiciaire, là encore connaîtra des poursuites alors intentées et même fixera s'il y a lieu, la part contributive de chaque commune.

SECTION I. — *Notions générales, différences entre la responsabilité de l'Etat et de la Commune. Extension au moins ou apparence du principe de responsabilité civile.*

En général, l'Etat est soustrait au droit commun, en matière de responsabilité, tandis qu'au contraire, la commune paraît y être soumise de façon beaucoup plus stricte.

Un emprunt est contracté par une commune, l'intermédiaire est un banquier et la municipalité par sa négligence laisse ce banquier sinon tromper les souscripteurs, tout au moins permettre de croire, grâce à certaines manœuvres à une garantie de la commune. Les souscripteurs lésés, intentent une action contre la commune elle-même : la jurisprudence de la Cour de Cassation admit la responsabilité, et la commune fut condamnée; bien qu'en fait ses agents ne fussent responsables que d'une façon assez indirecte. C'est la célèbre affaire de la ville de Mâcon, jugée le 16 avril 1894 par la Cour de Cassation (1).

C'est encore la responsabilité de droit commun qui s'applique à la commune quand'un artificier à ses gages, cause un accident par son imprudence, et même quand des blessures ont été faites par un agent de police, dans l'exercice de ses fonctions. Cependant, dans ce dernier cas, il est douteux que l'Etat eût été déclaré responsable.

La jurisprudence a même été plus loin encore dans la voie que nous indignons, et il est arrivé que des communes aient été rendues responsables d'accidents causés non par des personnes à leurs gages, non pas par des agents auxquels l'art. 1384 ait pu en aucune façon s'appliquer, mais par des particuliers auxquels des autorisations avaient été imprudemment accordées;

1. D. 94. I. 340.

ainsi par exemple pour des empoisonnements produits par des viandes insuffisamment examinées, ou pour des accidents survenus dans des théâtres dont la solidité avait été trop légèrement contrôlée.

Ce serait pourtant exagérer la partie de cette jurisprudence que de prétendre qu'en tous cas, la responsabilité civile de la commune pourra aussi facilement être déclarée. A côté des arrêtés que nous avons rapidement passés en revue il s'en trouve d'autres en effet, qui écartent la responsabilité de la commune, par exemple à raison des mesures de police insuffisamment prises, de révocations prétendues arbitraires, etc.

Cependant, si l'on examine la généralité des arrêts, on peut dire que la commune et l'Etat sont évidemment considérés à des points de vue un peu différents. La commune serait considérée encore, sans cette jurisprudence plutôt comme une association privée que comme une personne morale de droit public, ayant des droits identiques à ceux de l'Etat puissance publique : Mais alors, les municipalités devraient comme disait Thouret », borner leurs attributions au soin « des affaires particulières, et pour ainsi dire privées, « de chaque ressort municipalisé ». Cette idée ne saurait subsister dans notre pays, et il est certain que la commune est une personne morale de droit public et la municipalité une partie intégrante des pouvoirs publics.

Dans ces conditions, l'identité devrait subsister au

point de la responsabilité entre l'État et la Commune : d'où, nécessité de soustraire les fautes des agents de la commune aux tribunaux judiciaires, comme on y soustrait celles des agents de l'État dans la gestion des services généraux.

Si l'on s'appuyait sur des considérations particulières, cette identité pourrait ne pas subsister, mais, le Tribunal des Conflits, depuis longtemps déjà ne vise plus la loi du 17 juillet-8 août 1790, ni celle du 26 septembre 1793 d'après lesquelles le mode de liquidation des dettes de l'État était invoqué. Le Conseil d'État fait de même et c'est seulement sur les lois établissant la séparation des pouvoirs que sont actuellement basés les arrêts réclamant dans la plupart des cas la compétence administrative (1).

Les règles fondamentales de la séparation des pouvoirs doivent évidemment protéger dans une égale mesure les actes des administrateurs communaux et ceux des agents de l'État.

SECTION II. — *Actes d'autorité, et actes de gestion.* —

Le maire et la commune. Agents nommés par le maire. — Agents nommés ou agréés par d'autres. — Le droit de présentation.

L'acte d'autorité, et l'acte de gestion, doivent être considérés à part ; l'acte d'autorité, en effet, est celui

1. Loi des 16-24 août 1790. Loi 16 fruct. an III.

dans lequel apparaît l'influence de la puissance publique, dont l'agent peut être investi, tandis que l'acte de gestion est celui dans lequel n'existent aucune injonction, ni prohibition.

La commune, au cas de responsabilité civile provoquée par un acte de gestion devrait en principe être soumise au droit commun mais, certains actes accomplis en vue des services publics, devraient en vertu de la loi fondamentale des 16-24 août 1790 et du décret du 16 fructidor an III être soumis au juge ordinaire en matière administrative, c'est-à-dire au Conseil d'État, tout au moins d'après la jurisprudence et une partie de la doctrine (1).

Dans l'acte d'autorité, il apparaît au contraire que la commune, doit être déclarée irresponsable. Quant à la responsabilité personnelle de l'agent, peut-être pourra-t-on la mettre en cause. La faute personnelle étant distincte de la faute commise par un agent dans les limites de son autorité.

Il est certain d'ailleurs que l'acte d'autorité ne doit pas être envisagé seulement quant à l'apparence, mais aussi quant au fond. Ainsi, le refus d'alignement opposé par un maire, dans le seul but d'éviter à la commune

1. Nous ne pouvons entrer ici dans le détail de cette controverse, et nous considérons l'opinion de la jurisprudence, bien que nombre de savants auteurs n'ait cessé de la combattre en fournissant d'ailleurs de très sérieux arguments.

des frais subséquents d'expropriation entraînerait la responsabilité de la commune.

De même, l'acte entraînant violation d'un contrat : par exemple l'autorisation donnée à une compagnie d'électricité de poser des fils, dans l'intérieur d'une commune déjà liée à une compagnie de gaz à laquelle elle a assuré en fait le monopole de canalisation et par suite le monopole de fait de l'éclairage.

En matière communale, certaines difficultés se produisent en raison de la situation de certains agents. Le maire dit-on une théorie, est le préposé de la commune, mais, dans nombre de cas cette théorie se heurtera à des objections très sérieuses. Tout d'abord, le maire n'est pas toujours élu, ou tout au moins, il ne l'a pas toujours été dans notre pays. Fallait-il considérer un maire nommé par l'autorité supérieure comme un préposé? Actuellement encore, une question du même genre se pose évidemment quand l'on se trouve non plus en face d'actes du maire, mais d'actes émanés de cette délégation spéciale qui peut dans certains cas, exercer dans la commune, une partie des fonctions municipales?

De plus, le Préfet, d'après les articles 85, 93, 98, 99 de la loi du 5 avril 1884 se trouvera fréquemment dans la nécessité d'accomplir un acte que le maire refuse ou néglige de faire. Que décider dans cette hypothèse? Dire que la commune sera responsable paraîtrait sans doute excessif, mais d'autre part, peut-être

la situation en ces circonstances n'est-elle qu'identique à la situation de l'État forcé dans certains cas de supporter les conséquences des fautes de certains agents qu'il n'a point choisis en réalité.

Cependant, il est certain que cette théorie du maire préposé de la commune rencontrerait de sérieuses difficultés d'application.

Une autre théorie au contraire, ne s'occupe pas de cette théorie du préposé. Le maire, même nommé par le pouvoir central est le représentant de la commune, et comme tel peut entraîner dans certains cas sa responsabilité. Maire élu ou nommé, la délégation de l'article 44 de la loi du 5 avril 1884, sont des organes communaux, à des titres différents sans doute, mais pouvant entraîner au même degré la responsabilité de la commune à la tête de laquelle la loi les a placés.

Cependant, lorsque le Préfet en vertu des articles 85, 93, 98 ou 99 de la loi du 5 avril 1884 remplace le maire et accomplit certains actes en son lieu et place, il y a selon nous une question toute particulière.

En effet, si l'on ne peut dire, selon nous que l'acte ainsi fait ne l'est en aucune façon dans l'intérêt de la commune, il faut avouer pourtant que l'intérêt général se trouve également en jeu, et il serait excessif de rendre la commune civilement responsable d'un acte que ses représentants considéraient sans doute comme inutile ou peut-être comme nuisible, puisqu'en dépit

de la mise en demeure, ils se sont refusés à l'accomplir.

Au contraire, non seulement le maire, mais les agents communaux qui peuvent eux, tomber sous l'application de l'article 1384, entraîneront une responsabilité pour la commune. Les agents nommés par le maire et révocable par lui pourront à n'en pas douter engager cette responsabilité, mais, il en est d'autres pour la nomination ou la révocation desquels le droit du maire n'est pas aussi étendu, et il importe de s'arrêter quelque temps à cette difficulté.

Le maire n'a qu'un droit de présentation pour certains préposés d'octroi, de même que le Conseil municipal pour les receveurs municipaux et nous savons que les gardes champêtres et les agents de police nommés par le maire sont agréés par le Préfet. La révocation de ces derniers est également soumise à l'autorité supérieure. Il paraît donc facile de soutenir que les préposés, les receveurs municipaux, les gardes-champêtres et autres personnes nommées avec le concours de l'autorité supérieure ne pourront en certains cas engager la responsabilité de la commune.

Cependant la jurisprudence n'a jamais voulu adopter ce système. Peut-être malgré tout, pourrait-on défendre la commune avec quelques chances de succès s'il s'agissait par exemple d'un garde-champêtre dont la révocation demandée par le maire serait refusée par l'autorité supérieure.

Quant aux agents présentés par le maire ou le Conseil municipal, il faut avouer qu'en l'absence de demandes formelles de révocation, la présentation a engagé dans une large mesure la responsabilité des autorités communales et l'on peut comprendre comment dans la plupart des cas, la commune elle-même a pu subir les conséquences d'une présentation trop légèrement effectuée.

Il existe également, dans la commune une troisième catégorie d'agents. Celle-là comprend des personnes qui se trouvent dans une situation mixte d'agents de l'État et des communes.

Le maire par exemple est évidemment dans certains cas agent de l'État et non agent communal : comme officier de l'état civil, ministère public près des tribunaux de simple police, officier de police judiciaire, cela est certain.

Quant aux pouvoirs de police exercés par le maire, la loi du 14 décembre 1789 dans son art. 50 et plus tard celle du 18 juillet 1837 les classaient évidemment dans les attributions municipales.

Depuis la loi de 1884, on a pu discuter sur ce point et même prétendre que le maire pour certaines attributions de cette nature engagerait non pas la responsabilité de la commune, mais bien celle de l'État. Mais, il est certain que les pouvoirs de police du maire sont bien des pouvoirs propres à l'autorité municipale et la jurisprudence paraît bien fixé en cette matière com-

me nous l'avons vu par les quelques exemples donnés au début même de cette étude (1).

Outre les questions générales que nous venons d'examiner, l'étude de la responsabilité de la commune, en soulève d'autres encore, que des textes spéciaux signalent encore à notre attention.

SECTION III. — *Responsabilité communale en vertu de textes spéciaux*

A. — *Art. 72. Code Forestier.*

D'après l'art. 72 du Code Forestier, la commune ou la section de commune peut être déclarée responsable solidairement des condamnations pécuniaires qui pourront être prononcées contre les pâtres ou gardiens du troupeau commun pour délits forestiers ou contraventions forestières.

Il semble bien que cet article 72 comprenne même les amendes : cependant la question à cet égard est très controversée.

1. La commune peut être déclarée responsable ainsi que l'administration des Contributions Indirectes. Employé d'octroi ayant commis un homicide sur personne soupçonnée de fraude nocturne. (R. 30 janv. 1833 Cass.) l'employé ayant agi « *tant dans l'intérêt de la mairie que dans celui de la régie* ».

B. — *L. du 10 vendémiaire an. IV. L. du 5 av.*

1884. Art. 106 et suivants.

Il nous reste à étudier un cas particulièrement grave de la responsabilité communale, cas, dans lequel, il n'y a pas à proprement parler faute d'un préposé, mais faute d'un habitant ou d'une catégorie d'habitants.

Ici sans aucun doute, nous sortons un peu du cadre spécial de la responsabilité civile encourue par la commune à raison des fautes de ses agents. Cependant, à côté de la responsabilité individuelle des habitants, présumés coupables, nous trouvons également dans les dispositions légales, une autre idée : celle de la punition de la commune qui a négligé de prendre toutes les mesures nécessaires pour assurer le bon ordre. Il y donc dans une certaine mesure responsabilité de la commune à raison de fautes d'omission de ses agents.

HISTORIQUE. — *Conséquences des poursuites en l'an IV*
Cas de responsabilité depuis 1884. Modes de paiement. Décharge totale ou exemptions partielles.

A la suite démeutes nombreuses et surtout après l'émeute de l'Eglise Saint-Roch, le Gouvernement vou-

lut réduire autant que possible, les déprédations qui pouvaient résulter de faits de cette nature, et c'est dans ce but que fut rendue la loi du 10 vendémiaire an IV.

Cette loi déclarait les habitants eux-mêmes responsables des dommages causés aux personnes ou aux biens sur le territoire de la commune.

Les troubles devaient seulement être occasionnés par des attroupements, et produire des délits commis à force ouverte ou par violence sur le territoire de la Commune.

D'autre part quelques circonstances particulières pouvaient décharger en tout ou partie les habitants de cette responsabilité.

Aucune poursuite ne pouvait avoir d'effet contre eux, si la commune avait pris toutes les mesures en son pouvoir, ou si les auteurs du délit étaient complètement étrangers à la commune incriminée, il était nécessaire d'autre part que cette commune prit toutes les mesures propres à faire connaître les coupables.

A côté de cette irresponsabilité absolue, il existait aussi une irresponsabilité partielle : au cas où des habitants pouvaient prouver n'avoir pris aucune part à l'émeute, ils avaient le droit de former un recours contre les véritables délinquants. De plus si plusieurs communes avaient participé en fait aux dommages causés les habitants de toutes ces communes devaient concourir à la réparation exigée.

Les conséquences de ces poursuites pouvaient d'ailleurs être fort onéreuses. En effet la loi de vendémiaire imposait aux communes responsables trois sortes de réparation.

I. — Tout d'abord, la restitution des objets pris ou volés, ou leur paiement fixé au double de leur valeur.

II. — Puis des dommages-intérêts pouvant atteindre cette valeur réelle.

III. — Enfin, une réparation pénale; une amende légale au montant de la réparation principale, c'est-à-dire au moins à la valeur des objets restitués en nature, et au plus au double de leur prix.

La loi du 5 avril 1884, dans ses articles 106 et suivants a conservé la responsabilité civile de la commune établi en l'an IV, mais en modifiant les conséquences et même dans une certaine mesure les causes de cette responsabilité.

Actuellement c'est la commune elle-même qui, en principe, se trouve responsable, et bien qu'en réalité les habitants se trouvent en définitive frappés par la condamnation qui peut intervenir, tout au moins a-t-on ap-primé la disposition excessive, qui imposait l'avance aux vingt contribuables les plus imposés.

Il faut encore que les délits aient été commis à force ouverte ou par violence, par des attroupements et sur le territoire de la commune responsable, mais, la triple

réparation a disparu de notre législation, et les tribunaux apprécient la valeur des dommages causés.

Ajoutons qu'il ne reste plus de délai restreint comme en l'an IV, et que par suite, il y aurait lieu à dépit du mémoire préalable exigé contre quiconque intente une action contre une commune.

Les condamnations encourues peuvent être soldées par emprunts, par la vente de biens communaux, par prélèvement sur les fonds libres de la commune. Mais, il faudra bien entendu, se conformer aux règles générales établies par les articles 110, 141 et suivants de la loi du 5 avril 1884, pour les deux premiers modes de paiement.

La répartition devra se faire subséquentement entre les habitants domiciliés au moyen d'un rôle établi sur les quatre contributions directes (art. 106, § 2).

D'ailleurs comme en l'an IV, il peut exister des cas tendant à la décharge totale ou partielle des habitants domiciliés dans la commune responsable.

Tout d'abord la décharge partielle peut provenir de la mise en cause d'autres communes dont les habitants ont pris effectivement part à l'émeute : ce sont les tribunaux, qui, en vertu d'une disposition formelle de l'article 107. *In fine*, fixeront cette part contributive.

D'autre part la décharge partielle peut être demandée par ceux qui ont intenté l'action contre la commune. L'article 131 de la loi de 1884, nous paraît formellement dispenser de toute contribution les habitants,

ou la section qui réclameraient à la commune, réparation du préjudice qui leur a été causé.

La décharge totale de responsabilité peut aussi être demandée par la commune incriminée, mais seulement dans des cas spéciaux limitativement indiqués par l'article 108.

Ces cas sont les suivants :

1° La commune n'a pas à sa disposition de police locale, ni de force armée ;

2° Elle a pris toutes mesures en son pouvoir pour empêcher les troubles ou en faire connaître les auteurs ;

3° Il s'agit de faits de guerre.

On peut critiquer d'ailleurs la compétence des tribunaux judiciaires en cette matière. Cette compétence résulte formellement de l'article 107, *in fine* de la loi de 1884. Il est certain d'ailleurs, qu'elle a été attribuée en l'an IV à ces tribunaux en raison de la suspicion légitime à l'encontre des corps administratifs locaux, jugés administratifs à cette époque et que peut-être le législateur de 1884 eût pu légitimement décider de toute autre façon : puisque les motifs invoqués au début du système avaient disparu.

TROISIEME PARTIE

CHAPITRE I

Du Dommage.

Pour qu'il y ait lieu d'appliquer les règles relatives à la responsabilité civile du fait d'autrui, la réunion de deux conditions est nécessaire : l'une qui sera la preuve du dommage causé, l'autre qui sera la constatation d'un rapport de dépendance, entre l'agent du délit ou quasi-délit et la personne que l'on entend rendre responsable.

Nos deux premières parties ont été consacrées à l'étude de cette deuxième condition, de cette relation d'agent du délit à personne responsable, nous nous occuperons maintenant dans cette troisième partie, du dommage considéré en lui-même.

Posons d'abord un principe en ces termes : pour que l'auteur direct ou indirect (1) du dommage puisse

1. On sait que nous appelons auteur indirect du dommage, la personne qui bien que ne l'ayant pas causé, en est civilement responsable.

être poursuivi par la victime, il faut que ce dommage provienne d'une faute.

Certains auteurs (1) se sont demandé, s'il était vraiment nécessaire, que le dommage vînt d'une faute pour en accorder la réparation à la victime « ne suffit-il donc pas, disent-ils, que la preuve soit faite de sa réalité et de son étendue, que l'origine en soit établie et que cette origine puisse le rattacher à une personne déterminée, qu'il soit démontré, que si ce n'est pas le fait direct de cette personne, c'est du moins par une cause, à laquelle elle n'est pas étrangère, par un événement dont elle n'a été que l'occasion ».

Certainement il serait à souhaiter que tout préjudice fut réparé, mais par la force même des choses, cela ne se peut. Il est des événements, que nul ne peut empêcher et dont personne ne doit être rendu responsable, et ce ne serait pas s'inspirer d'idées de justice et d'équité que d'exiger d'un individu la réparation d'un préjudice, dont il a peut-être été la cause accidentelle, mais qui ne saurait lui être reproché. Bien plus si l'usage d'un droit pouvait être la cause de dommages-intérêts, ne serait-ce pas là un empêchement judiciaire à son exercice, et pour choisir un exemple pratique, serait-il admissible qu'un propriétaire dont le

1. La Doctrine que nous exposons, a été soutenu par Laurent, qui nie l'exactitude de la règle « *nominum lœdit qui suo jure utitur* » et prétend qu'il ne faut pas considérer, si l'auteur de l'acte excède son droit, mais uniquement s'il a lésé celui d'autrui.

fonds n'est frappé d'aucune servitude, fût actionné en réparation d'un dommage, lorsqu'il a changé la destination des eaux dont il avait laissé déverser le trop-plein pendant un certain temps sur les terres de son voisin? Sans nul doute, le voisin avait retiré un bénéfice de cette irrigation de ses terres et la cessation brusque de cet avantage lui cause un préjudice, mais ne serait-ce pas aller d'autre part contre les droits éminemment respectables du propriétaire des eaux, que de décider qu'il pourra être tenu de dommages et intérêts?

Ce ne fut pas la pensée du législateur, quand il a édicté la responsabilité civile, d'empêcher le titulaire d'un droit d'en user avec la plus complète liberté; il a entendu dire, au contraire que cette responsabilité résulterait de nos délits et de nos quasi-délits civils, c'est-à-dire de tous les actes dommageables, qui proviennent de notre faute ou de celles des personnes que nous avons sous notre autorité ou sous notre surveillance et du reste en donnant à notre faute quasi-délictuelle les limites de l'article 1383, le législateur avait suffisamment sauvegardé l'intérêt social.

Etudier le dommage, c'est donc étudier la faute en elle-même, rechercher les différents cas, où elle se manifeste, la façon de l'envisager et la manière dont elle met en jeu notre responsabilité.

« La faute, dit M. Huc (1), consiste dans l'intention

1. Tome VIII, page 354.

de commettre un fait illicite ou dans la connaissance des caractères délictueux du fait accompli, ou enfin dans la négligence, qu'on a mise à ne pas en découvrir les conséquences ou les caractères ».

Le premier élément de la faute est évidemment le caractère illicite du fait accompli et nous citons, en ce sens, un arrêt de Besançon, du 2 décembre, 1896 : « l'exercice abusif d'un droit, ne saurait donner lieu à des dommages et intérêts ».

Le droit de l'individu est un bien sacré, dont le libre exercice ne saurait être entravé, tant qu'il ne porte pas atteinte aux autres droits parallèles, aussi respectables que lui « *nemimen lædit, qui suo jure utitur* ». C'est une arme redoutable, mais indispensable à chacun des membres d'une société, dont on détruirait l'utilité en voulant lui assurer des limites artificielles et arbitraires.

C'est donc avec raison, que la majorité de la doctrine et la jurisprudence n'hésitent pas à proclamer : « Que l'existence d'une faute imputable, est l'une des conditions essentielles, la première condition de l'application des articles 1382 et suivants (1) ». Et que : L'arrêt qui alloue des dommages et intérêts en vertu de ces mêmes articles doit préciser l'existence et la nature de la faute (2) ».

Il nous reste à nous demander maintenant s'il faut

1. Cassation, 19 juillet, 1870

2. Cassation, 12 décembre, 1873.

prendre en considération le plus ou moins de gravité de la faute, dans l'évaluation du montant des dommages et intérêts, qui doivent être attribués à la victime, ou si l'on doit simplement considérer le dommage en lui-même et proportionner la réparation à l'importance matérielle du préjudice, sans tenir compte ou plus ou moins de culpabilité de l'agent.

Nous avons fait ressortir dans les explications qui précèdent, l'importance que nous attachions à la constatation formelle de l'élément subjectif de la responsabilité c'est-à-dire de la faute délictuelle ; c'était dire, en d'autres termes, que l'attention du juge doit, à notre avis, se porter principalement sur l'examen de cette faute ; point délicat de la question.

Le juge en évaluant les dommages et intérêts en proportion du plus ou moins de gravité de la faute, pourra s'il le fait avec attention, s'essayer à donner, dans la mesure du possible, pleine satisfaction à l'équité. Il ne faut jamais perdre de vue, qu'en matière de responsabilité, on se trouve souvent en présence de deux intérêts opposés et respectables, et c'est avec regret, que nous voyons quelquefois condamnée à réparer, un dommage qu'elle n'a pas causé, une personne qui est plus malheureuse que coupable. Si nous compulsions les nombreuses décisions de la jurisprudence à ce sujet de la responsabilité des maîtres et commettants, nous ne tardons pas à nous rendre compte, qu'ils sont nombreux les cas, où pour donner

satisfaction aux intérêts de la victime, on lèse ceux d'une personne, qui légalement est l'auteur indirect du dommage, mais qui réellement y est tout à fait étrangère.

Certes, nous n'en sommes pas à nous élever contre le principe de la responsabilité civile, que nous avons défendu au nom de l'équité et de la justice, mais nous ne voudrions pas que cette institution, bonne en son point de départ, devint mauvaise en ses effets.

C'est pourtant ce qui arriverait, si l'on ne s'en tenait qu'à la matérialité du préjudice causé dans la fixation du taux des dommages et intérêts. Il y a autre chose à mettre en balance, c'est le plus ou moins de culpabilité de celui qu'on entend rendre responsable, et l'on devra s'en remettre à la sagacité des tribunaux pour l'appréciation comparative de ces deux éléments.

C'est à ce moment qu'il convient de traiter un point important de notre chapitre, puisque nous venons de nous occuper du plus ou moins de culpabilité de l'agent : il peut se faire qu'un individu soit physiquement l'auteur d'un acte illicite, causant un dommage à autrui, et que néanmoins il ne soit pas responsable, même civilement, parce qu'il existe en sa faveur une cause de non-imputabilité ou une cause de justification.

M. Le Poittevin (1) appelle causes de non imputabilité : la démence, la contrainte et l'absence d'inten-

1. Cours de droit Pénal; 1897-1898,

tion ; il assimile à ces causes, le manque de discernement, qui constitue la cause de non imputabilité propre aux mineurs de 16 ans. Il entend par causes de justification : l'ordre de la loi avec commandement de l'autorité et la légitime défense. Cette distinction n'est pas faite par la loi, et n'apparaît pas toujours bien clairement à la jurisprudence ; elle est cependant d'une grande commodité pour l'étude de la culpabilité.

Nous pouvons établir cette règle générale, que la cause de justification supprime la responsabilité civile.

Longtemps la jurisprudence était restée hésitante sur ce point ; les cours d'appel avaient même décidé, que malgré la légitime défense, certains faits dans certaines circonstances pouvaient donner lieu à la réparation civile, mais la Cour de cassation, dans un arrêt du 4 février 1886, a statué en sens contraire. Toutefois nous nous expliquons les hésitations des cours d'appel dans les cas où la légitime défense est douteuse, mais alors c'est affaire à elles de soumettre les faits à un examen minutieux qui permettra d'admettre ou de rejeter cette cause de justification. En ce qui concerne l'ordre de la loi avec commandement de l'autorité, si on se demande quelles sont les conditions d'existence de responsabilité civile, la réponse variera, selon que l'on s'inspirera de l'une ou de l'autre théorie, celle de l'obéissance passive et celle de l'obéissance raisonnée. Dans le premier cas, la responsabilité de l'inférieur sera toujours couverte par celle du supérieur ; dans le

second, elle sera mise en jeu, si le juge constate que l'inférieur aurait pu raisonner et résister aux ordres donnés.

Les causes de non-imputabilité entraînent presque toujours, l'obligation de réparer le préjudice causé qui incombe soit à l'auteur du dommage, soit à une autre personne, que la loi a le plus souvent désigné à cet effet. C'est pourquoi, si le mineur qui a agi sans discernement, n'est pas responsable civilement, ses parents ou son tuteur le sont, et les administrateurs d'aliénés responsables des individus internés et privés de raison.

Bien mieux, l'absence d'intention qui est une cause de non-imputabilité au point de vue pénal, n'a aucune influence sur la culpabilité civile, attendu que la loi nous impute sous le nom de quasi-délit, jusqu'à notre plus petite imprudence.

Mais il est une cause de non-imputabilité dont nous signalons l'importance particulière ; nous voulons parler de la contrainte.

On cesse d'être tenu, toutes les fois que l'on a été contraint d'agir. Cette règle est écrite dans l'article 64 du Code pénal, règle que nous devons étendre en notre matière. L'homme ne peut être responsable de ce qu'il n'a pas pu ne pas faire, qu'il y ait été contraint physiquement ou moralement. Nous n'expliquerons pas ce qu'est la contrainte physique ; nous nous contenterons seulement de dire qu'il faut pour qu'elle soit une cause

de non-imputabilité, que le juge ait fait la vérification que cette contrainte était telle, qu'il n'y avait pas de résistance possible.

La contrainte morale, est ce que le Code Pénal appelle la démence et que les criminalistes ont étudié sous tant de formes, entre autres : la folie, l'ivresse et l'hypnotisme ?

L'individu devenu subitement fou, sera déclaré totalement irresponsable ; quant à celui qui était en état d'ivresse au moment de l'acte, il y aura lieu d'examiner si l'ivresse était pathologique, c'est-à-dire ivresse involontaire due à des circonstances absolument indépendantes de la volonté de celui qui est dans cet état ; dans ce cas il ne pourra y avoir responsabilité, au contraire, si l'ivresse était absolue, c'est-à-dire si l'individu est reprochable de s'être mis dans cet état ; nous avons encore les cas d'hypnotisme, de suggestion, où une personne n'est que l'instrument d'une autre personne, qui dirige sa volonté, l'hypnotiseur est responsable des actes de l'hypnotisé.

En résumé pour que le fait dommageable puisse être imputé à son auteur, il faut que celui-ci l'ait accompli librement.

CHAPITRE II

NATURE DU DOMMAGE ET ÉVALUATION.

Par dommage, on entend la lésion d'un droit reconnu par la loi ; la lésion d'un simple intérêt ne suffirait pas à donner naissance à la responsabilité. Un exemple fera comprendre cette proposition : Il est de droit commun, que toute personne est autorisée à exercer une industrie ou un commerce à condition de se soumettre aux règlements. Aussi un commerçant serait-il mal fondé à porter devant les tribunaux une demande en dommages et intérêts contre une autre commerçant sous le seul prétexte que ce dernier en venant s'installer à ses côtés nuit à ses intérêts par la concurrence qu'il lui fait, mais il en serait autrement s'il s'agissait de certaines personnes qui ont, sous certaines conditions, un droit acquis à exercer leur profession à l'exclusion des autres. Ainsi il a été souvent jugé que les pharmaciens munis de diplômes peuvent exercer l'action en dommages-intérêts contre ceux qui, sans avoir de diplôme vendent dans la même ville des produits pharmaceutiques.

Il y a là non seulement atteinte à des intérêts mais

encore à des droits acquis et reconnus par la loi.

Il en serait de même de la violation d'un intérêt littéraire, artistique ou industriel, dans le cas où un brevet régulièrement pris réserverait à l'inventeur l'exploitation exclusive de son invention. Le droit de chacun a pour limites le droit reconnu d'autrui. Tout droit peut être la matière d'un délit ou d'un quasi délit, qu'il soit patrimonial ou qu'il se confonde avec la personne physique et morale. Autrement dit : on peut causer à l'homme un préjudice matériel et un préjudice moral ; mais hâtons nous d'ajouter qu'il faut pour qu'il y ait délit civil que le dommage soit actuel et appréciable en argent. Nous allons nous expliquer sur chacun de ces points.

Le préjudice est matériel, en ce sens que le fait générateur n'a causé qu'un dommage matériel soit à la personne physique soit aux choses d'autrui, et c'est le cas où l'appréciation en est généralement le moins difficile ; car si l'étendue en est contestée ou exige quelques recherches ou calculs préalables, il suffit d'une expertise pour sortir d'embarras. La partie demanderesse peut même, aux termes de l'article 128 du Code de procédure civile être astreinte à en fournir état. La Cour de Cassation a décidé (1) que cet article serait applicable aux dommages : intérêts réclamés en matière criminelle.

Le dommage est actuel quand il est réalisé.

1. Cassat. 7 juillet, 1855.

Notre législation ne nous permet pas d'assurer la réparation d'un dommage éventuel, quand bien même sa réalisation serait inévitable.

A *fortiori* ne peut-il être question de réclamer la réparation d'une chance de préjudice? Ces principes peuvent conduire à des résultats pratiques tout à fait déplorables. Il peut arriver par exemple : qu'un individu propose à un autre de commettre un délit tout à la fois pénal et civil pouvant entraîner la condamnation à dommages-intérêts et que l'individu à qui pareille proposition est faite, vienne en dénoncer l'auteur à la Justice. Eh bien! celle-ci n'aura pas de moyen d'action et la personne menacée d'être lésée, n'aura aucun moyen de s'assurer dans l'avenir la réparation du préjudice éventuel.

Certaines législations essayent d'éviter pareils résultats. Nous trouvons en Angleterre et en Amérique un système de justice préventive, en matière pénale il est vrai, qui consiste à obliger la personne, dont il y a quelque raison de suspecter la conduite future, à donner pleine assurance que le fait appréhendé ne sera pas commis et cela en fournissant des gages ou en donnant des cautions qui répondent que la personne soupçonnée n'exécutera pas ce qu'elle avait dessein de faire.

C'est ce qu'on appelle en Angleterre *Recognizance for the peace* ou caution de maintenir la paix (1). La per-

1. *Bulletin de législation pénale comparée*, 1890. Etude de M. Guérin.

sonne obligée par la Justice à souscrire une reconnaissance doit fournir des cautions qui garantissent son obligation. Si elle ne trouve point de telles cautions elle sera aussitôt emprisonnée jusqu'à ce qu'elle ait satisfait à cette condition. Cette détention ne peut en ce cas excéder 12 mois. Il serait désirable, pensons-nous, de voir pareilles institutions s'introduire dans notre législation.

La Jurisprudence¹ fait il est vrai l'application des principes analogues en ce qui concerne le préjudice éventuel que pourront causer les bâtiments. Elle fait une application de l'ancienne *cautio domni infecti*. Mais il est à remarquer que dans ses décisions elle constate toujours l'observation de quelque loi ou règlement et par conséquent tout au moins elle exige toujours un délit actuel. Nous voudrions mieux, et le répétons, l'introduction dans notre législation pénale tout au moins d'institutions analogues à la caution « de maintenir la paix » serait très désirable.

Le préjudice est moral quand il frappe un homme dans son honneur et dans sa considération. Le Conseil d'état, dans son projet de loi sur les indemnités aux

1. La Jurisprudence et la doctrine sont extrêmement divisées sur ce point. La Cour de Rennes, 23 mars 1843, jugeait que celui dont la propriété est menacée par la chute d'un édifice a le droit de contraindre le propriétaire de cet édifice, à le démolir ou réparer. En sens contraire, deux arrêts de Bruxelles, 17 mars 1825, 18 juillet 1883.

victimes des erreurs judiciaires, exigeait un préjudice matériel, pour cette raison que l'honneur ne se chiffre pas par de l'argent ; mais il lui a été répondu qu'un préjudice moral suffit pour donner droit à des dommages-intérêts, qu'il en est ainsi, notamment en cas de diffamation et d'injures, et que l'atteinte à l'honneur résultant de la condamnation encourue, peut également être l'objet d'une réparation.

Il faut que le dommage soit susceptible d'être apprécié en argent en vertu de la règle « pas d'intérêt, pas d'action ». Cette évaluation facile quand il s'agira d'un dommage causé aux biens, déjà plus difficile quand il s'agira d'un dommage causé à la personne physique deviendra très délicate quand elle s'adressera à ce que nous avons appelé la personne morale, c'est-à-dire à l'individu blessé dans son honneur et sa considération. Il est difficile d'estimer en toute sécurité à sa vraie valeur sans l'exagérer ce qui serait une injustice pour le défendeur, ni le restreindre dans de trop étroites limites ce qui en serait une pour le demandeur, un dommage sur lequel les lumières d'une expertise font défaut et qui varie nécessairement aussi bien, avec le plus ou moins d'autorité de l'agent qui l'a causé qu'avec la plus ou moins grande considération dont jouit la victime. Cela est vrai et c'est pourquoi en pareille matière le juge doit être surtout un ministre d'équité.

Que décider à l'égard des injures contre la mémoire des morts. En principe les injures sont personnelles.

Cependant les parents héritiers du mort injurié, pourront en exiger réparation, à la charge par eux de faire la preuve que l'auteur de l'injure se proposait de les atteindre. En faveur de cette solution l'art. 34 de la loi du 29 juillet 1881 sur la Presse, a déclaré punissables les diffamations ou injures dirigées contre la mémoire des morts, dans les cas où des vivants seraient lésés par ces diffamations.

Il n'est pas de nécessité absolue, que l'action en réparation soit intentée par la victime, elle peut l'être par d'autres personnes qui y ont intérêt. Ainsi lorsqu'un père de famille est tué, sa femme et ses enfants dont il est le soutien, se trouvent atteints dans leurs intérêts par cet événement et ont droit à toutes réparations. Sur quoi repose ce droit ? La douleur des parents doit-elle être prise en considération.

La douleur n'est pas susceptible d'être appréciée en argent, elle ne saurait suffire à provoquer les dommages-intérêts, les parents devront donc toujours établir que la mort a été pour eux la cause d'un préjudice appréciable en argent. Mais quand cela est, elles doivent être admises à agir dans la mesure de l'intérêt de chacun c'est-à-dire autant d'intérêts directement lésés par le dommage autant de réparations dues. Les lois récentes sur la matière sont toutes empreintes de cette idée (1). Une difficulté s'élève encore à ce point

1. Voir loi 1898, sur accident de travail.

de vue en ce qui concerne les atteintes aux droits qui constituent la personne morale ; les dommages-intérêts pourront-ils être poursuivis par d'autres que la victime ?

Le délit établi supposant toujours une faute par commission ou omission, s'analyse toujours une contravention à l'obligation de faire ou de ne pas faire. L'obligation de faire ou de ne pas faire en cas d'inexécution se ramène à des dommages-intérêts dont le quantum sera toujours fixé par le juge.

Il reste à nous demander pour finir ce chapitre, comment le juge établira le montant des dommages-intérêts ?

L'indemnité d'après le droit commun doit être égale au *damnum emergens* et au *lucrum cessans* sans aucune restriction. Ceci n'est pas l'opinion de tous.

Certains contestent notre solution et font intervenir les articles 1150 et 1151 qui règlent les dommages-intérêts dûs en cas d'inexécution d'une obligation contractuelle et limitent ainsi l'étendue du *lucrum cessans* et du *damnum emergens*.

D'après les articles 1150 dans le cas de dol, le débiteur doit au créancier non payé tous les dommages-intérêts prévus et même imprévus au jour du contrat, mais l'article 1151 limite dans tous les cas la responsabilité du débiteur qui n'exécute pas aux dommages-intérêts qui sont la suite immédiate et directe de l'exécution du contrat.

M. Weiss est d'avis (1) que les articles 1150-1151 n'ont rien à voir en cette matière, que ces deux textes visant l'un et l'autre la responsabilité contractuelle et supposant entre les parties l'existence d'un lien obligatoire volontairement formé, on s'explique très bien alors que le débiteur contractuel ne soit responsable que des suites immédiates et actuelles de sa faute. La loi suppose avec raison, que les parties prévoyant l'inexécution possible de l'obligation à laquelle leur volonté a donné naissance, ont implicitement réglé les dommages-intérêts dont le débiteur en faute serait assable dans ce cas.

Mais pareille interprétation n'est plus présumée en présence d'un délit ou d'un quasi-délit, il n'y a pas place pour une clause tacite dans un contrat qui n'existe pas.

En droit la responsabilité délictuelle ou quasi délictuelle n'admet aucune restriction ; elle comprend la réparation du préjudice médiate ou immédiat du préjudice prévu ou imprévu. Mais, en fait il doit en être autrement et nous laisserons toujours à la sagesse du juge le soin de ne pas tirer des conséquences trop rigoureuses de ces principes.

Il aura toujours une règle à suivre, c'est que le préjudice doit être une conséquence du délit.

1. *Cours, Droit Civil*, 1897-1898.

Ainsi : une personne blessée d'un accident peu grave en lui-même, est mal soignée et vient à mourir par suite de l'impéritie de son médecin le juge ne devra certainement pas décider que c'est là une conséquence du de lit.

CHAPITRE III

DE L'ACTION CIVILE EN RÉPARATION DEVANT LES TRIBUNAUX

Il faut d'abord distinguer si l'action en réparation est fondée sur un délit pénal ou sur un délit civil.

Si le fait dommageable résulte d'un délit purement civil il faut faire des sous-distinctions : 1^o Si la personne contre laquelle on intente l'action est une personne morale, soit l'Etat, les départements ou les communes, le principe est que l'action doit être portée devant es tribunaux administratifs et par exception ne peut être portée devant les tribunaux judiciaires, nous nous sommes suffisamment expliqués sur ce point dans notre deuxième partie nous n'y reviendrons pas. 2^o Si la personne contre laquelle on intente l'action est un simple particulier les juridictions judiciaires civiles seules peuvent en connaître.

D'autre part, si le fait dommageable résulte d'un fait constituant une infraction à la loi pénale. L'action peut être intentée soit principalement devant les tribunaux civils soit incidemment devant les tribunaux criminels, jointe à l'action publique, s'il y a lieu à celle-ci.

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION	5
 PREMIÈRE PARTIE. — <i>Responsabilité des particuliers</i>	15
CHAPITRE I. — Hypothèses prévues par l'article 1384 du code civil et autres analogues	15
<i>Section I.</i> — Responsabilité des père et mère . . .	15
§ 1. — Fondement de cette responsabilité . . .	15
§ 2. — A qui incombe cette responsabilité . . .	18
§ 3. — Le tuteur est-il responsable?	22
§ 4. — Etendue de cette responsabilité	26
§ 5. — De la preuve contraire	29
<i>Section II.</i> — Responsabilité des maîtres et des com- mettants	30
§ 1. — Fondement	30
§ 2. — Du rapport du maître à domestique, du com- mettant à préposé	32
§ 3. — Etendue de cette responsabilité	37
§ 4. — Les maîtres et commettants peuvent-ils com- battre la présomption de faute édictée par l'ar- ticle 1384 ?	41
<i>Section III.</i> — Responsabilité des instituteurs et arti- sans	44
§ 1. — Fondement	44

§ 2. — Qu'entend-t-on par instituteurs et artisans, quelles, sont les limites de leur responsabilité ?	46
§ 3. — De la preuve contraire	49
CHAPITRE II. — Cas de responsabilité civile prévus par des textes spéciaux.	52
Section I. — Cas prévus par le code civil	52
§ 1. — Responsabilité des dépositaires des registres de l'état-civil.	52
§ 2. — Responsabilité des aubergistes ou hôteliers	53
§ 3. — Responsabilité des voituriers	55
§ 4. — Responsabilité des locataires.	56
§ 5. — De la responsabilité du bailleur à raison des faits illicites et dommageables du preneur .	53
Section II. — Hypothèses prévues par le code de commerce	53
§ 1. — Responsabilité du commissionnaire de transport.	53
§ 2. — Transports maritimes	59
Section III. — Responsabilité établie par le code pénal, la loi rurale, le code forestier et la loi sur la chasse	60
§ 1. — Responsabilité spéciale aux hôteliers . . .	60
§ 2. — La loi rurale	61
§ 3. — La loi forestière	61
Appendice. — De l'action récursoire	62

DEUXIÈME PARTIE

CHAPITRE I. — Responsabilité civile de l'État à raison des actes de ses agents.	69
---	----

<i>Section I. — Généralités sur les fautes des agents de l'État. Exposé général des diverses théories sur la responsabilité civile de l'Etat</i>	69
<i>Section II. — L'acte personnel et l'acte inhérent à la fonction. Actes de puissance publique, actes législatifs. Faits de guerre. Loi du 8 juin 1895 sur les erreurs judiciaires. Etat propriétaire de son domaine privé</i>	74
<i>Section III. — Compétence en matière de responsabilité civile de l'Etat. Compétence administrative. tribunaux judiciaires au cas de faute personnelle de l'agent. Lois spéciales sur les douanes, les postes, les contributions indirectes et les chemins de fer</i>	86
CHAPITRE II. — Responsabilité des départements et des communes à raison des actes de leurs agents.	90
<i>Section I. — Notions générales, différences entre la Responsabilité de l'État et de la commune, extension au moins en apparence du principe de responsabilité civile</i>	91
<i>Section II. — Acte d'autorité, et actes de gestion. Le maire et la commune agents nommés par le maire. Agents nommés ou agréés par d'autres, le droit de présentation</i>	94
<i>Section III. — Responsabilité communale en vertu de textes spéciaux</i>	100
A. — Code forestier	100
B. — Loi du 10 vendémiaire an IV et Loi du 5 avril 1884 (art. 106 et suivants).	101

TROISIÈME PARTIE

CHAPITRE I. — Du Dommage	107
CHAPITRE II. — Nature du dommage et évaluation . . .	116
CHAPITRE III. — De l'action civile en réparation devant les tribunaux.	125

Vu par le Président de la thèse
A. WEISS

Le Doyen,
GARSONNET

Vu et permis d'imprimer:
le Vice-Recteur de l'Académie de Paris
GRÉARD

JOUVE ET BOYER, imprimeurs, 15, rue Racine, Paris.
